

# ***Au CLAIR de la lutte***

## **Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA**

**pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et RévolutionnairE**  
(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)

N°15, mars-avril 2013 — 1€ (soutien : 2€)



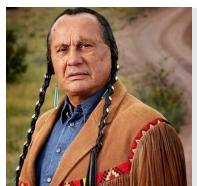
**contre le patronat et son gouvernement Hollande,  
il faut une lutte massive !**



PSA, Goodyear,  
Enseignement Recherche...



Quel bilan pour les révolutionnaires?



## Licenciements, ANI, Éducation... Construisons un mouvement d'ensemble contre le patronat et son gouvernement PS !

### La Grèce entre dans sa sixième année de récession

Pour le peuple grec, 2013 s'annonce très similaire aux cinq dures années écoulées depuis l'éclatement de la crise actuelle :

- Un système qui détruit toujours plus de vies, avec un chômage qui va atteindre les 30% (60% chez les jeunes...), des revenus qui ont diminué en moyenne de 40% pour 90% de la population, le record européen des suicides...
- Un budget apportant son lot de nouvelles coupes, des milliards "économisés" sur les retraites notamment...
- Une réformette taxant légèrement les armateurs grecs (première flotte mondiale), et toujours plus de riches Grecs qui voyagent en Suisse...
- Un mouvement nazi au plus haut dans les sondages, qui infeste la police et qui multiplie les attaques, contre les immigrés et contre les militants de gauche.

Ce qui ressemble aussi aux années passées, c'est l'attitude des directions syndicales. Les confédérations GSEE et Adedy (privé et public) se contentent encore et toujours d'appeler à des journées isolées comme il y en a eu des dizaines depuis 2010. Le 20 février, elles ont à nouveau consenti à organiser une journée de grève pour « répondre aux politiques anti-croissance qui ont paupérisé la société et enfoncent l'économie dans la crise ». C'est cohérent : d'un côté les syndicats ne mobilisent qu'au minimum, de l'autre ils envoient des signaux de soutien au programme

anti-libéral de Syriza, qui pourtant refuse de rompre avec la Troïka (UE, FMI, BCE) et avec le capitalisme. Non seulement cette solution même pas réformiste ne peut être qu'une impasse, mais surtout, freiner la colère ambiante dans une situation pareille devient criminel.



Des travailleurs de l'usine Vio-Me, Thessalonique

Car la volonté d'en découdre est bien là. En témoigne les expériences d'auto-organisation qui se poursuivent. Les travailleuses de l'usine de matériaux de construction Vio-Me à Thessalonique, qui étaient restés sur le carreau depuis le départ de la direction en 2011, ont relancé la production eux-mêmes le 12 février. Fonctionnant par assemblées démocratiques, ils ont fixé des salaires égaux. Fait remarquable, s'ils ont réagi à une situation sociale d'urgence, ils se donnent aussi un objectif de long terme : aller vers des matériaux écologiques. Et le plus important : ils appellent les travailleur·ses dans tout le pays à « *participer à la lutte en s'organisant par eux-mêmes sur les lieux de travail, de façon démocratique et sans bureaucrates* ».

La passivité des bureaucraties et des politiciens de Syriza laisse les mains libres au gouvernement PASOK-ND (UMP et PS grecs), qui tente de montrer ses muscles.

La police a été envoyée pour caser les grèves des marins et des employés du métro d'Athènes, les militants anticapitalistes, y compris ceux et celles de la base de Syriza, subissent la répression.

### L'incendie court dans toute l'Europe

Les commentateurs pro-capitalistes aiment se rassurer en disant que la Grèce est un "cas à part". Alors les analystes de la Troïka (UE, BCE, FMI) ont les yeux rivés sur le Portugal et l'Espagne, en espérant y voir un décollage économique. Pour l'instant, les deux pays restent en récession et revoient à la baisse les prévisions, malgré tous leurs efforts pour attirer des capitaux. Le gouvernement espagnol a tapé très dur sur les exploités : un an de période d'essai pour le CDI, réduction des droits au chômage, "TVA sociale"... Et le Portugal privatisé tellement qu'un journal suisse titre « *Portugal, État à vendre* »<sup>1</sup>. Aux mêmes causes, les mêmes effets : dans les deux pays la révolte gronde, et les directions syndicales l'ont canalisée dans deux journées de grèves sans perspective.

Les plus réactionnaires de la Troïka trouvent encore le moyen de dire que ce serait un tempérament "club Med" qui freine les efforts nécessaires à la reprise... En réalité les pays périphériques du Nord ont aussi été très touchés, comme l'Irlande, l'Islande, les pays baltes... Oui, cela confirme que si

1. *Le Temps*, 15 février 2013

les gouvernements saignent les prolétaires, la croissance capitaliste peut redémarrer plus ou moins poussivement<sup>1</sup>. Mais à quel prix ? Appauvrissement, chômage, émigration record...

## Les capitalistes comptent sur Hollande

La France est déjà largement rattrapée par la crise de compétitivité, vu le retard qu'a pris le patronat dans le démantèlement du droit du travail et des acquis sociaux. Mais le PS est un très bon outil pour faire passer de grandes régressions main dans la main avec les "partenaires sociaux". Hollande se verrait bien en Schröder, mais tout ne se passe pas aussi bien que désiré...

Déjà, les PDG sont embarrassants avec leur morgue. Comme Carlos Ghosn qui reporte "gracieusement" 30% de sa rémunération variable (430 000 euros sur ses 11 millions de salaire annuel) pour faire passer "l'accord de compétitivité" de Renault : blocage des salaires, suppression de jusqu'à 21 jours de congés, flexibilité et mobilité accrues... Et si les ouvriers de Renault acceptent en plus de cela les 8 000 suppressions d'emplois prévues, la direction « pourrait s'engager à ne pas fermer d'usine en France ». Comme M. Taylor de chez Titan qui ne reprendra pas l'usine Goodyear d'Amiens et ses « soi-disant ouvriers » qui « ne travaillent que trois heures par jour », préférant « acheter un fabricant de pneus chinois ou indien » pour pouvoir « payer moins d'un euro l'heure de salaire ». A tel point que Montebourg s'est senti obligé de faire une réponse qui masque sa soumission au capital par des relents d'anti-américanisme.

Ensuite, le gouvernement avait prévu le rythme de ses attaques anti-sociales sur une prévision de croissance faible... alors que celle-

ci sera quasi nulle, voire négative. En conséquence Moscovici avoue que l'objectif des 3% de déficit ne sera pas respectée, et Hollande avoue à demi-mot qu'il ne pourra pas tenir sa promesse d'inverser la courbe du chômage en 2013.



Manifestation contre l'ANI à Paris le 5 mars 2013 (Photothèque Rouge)

Mais surtout, pour financer ses nouvelles perfusions au patronat (sous forme notamment du crédit d'impôts), le PS va devoir chercher l'argent dans tous les budgets. Les annonces s'accumulent à une vitesse accélérée, comme une nouvelle réforme des retraites (un cadeau généreux puisqu'il n'était pas dans les 60 promesses présidentielles) qui allongera encore la durée de cotisation et/ou qui désindexera les pensions par rapport aux prix. Dans l'inspection du travail, où le manque d'effectifs créé une tension qui va jusqu'aux suicides, l'annonce d'une réorganisation a provoqué des rassemblements dans plusieurs villes. Il s'agit de mesures d'économie, mais qui vont aussi rendre le contrôle sur les patrons beaucoup plus "light"<sup>2</sup>.

Même dans un ministère dit « prioritaire » comme l'Education, la réforme des rythmes scolaires et l'approfondissement de la LRU par le projet de loi Fioraso sapent la confiance qui pouvait rester dans cette gauche capitaliste. Nous sommes peu à peu entrés dans une nouvelle situation politique où même les quelques illusions qui pouvaient rester sur Hollande sont mortes.

## Vers la convergence des luttes : zéro licenciement, retrait des contre-réformes !

Les événements de ces dernières semaines montrent de façon criante qu'il y a nécessité de regrouper celles et ceux qui luttent dans une bataille de grande ampleur : grèves massives des professeur-e-s des écoles les 22 janvier et 12 février, luttes contre les licenciements chez PSA (grève depuis fin janvier à Aulnay), Goodyear, Sanofi, etc., initiatives de convergences des luttes (meeting à Sciences Po du 24 janvier, rassemblement devant le ministère du travail le 29 janvier, devant PSA Aulnay le 5 février, devant le siège de Goodyear le 12 février...). Contre la série noire des licenciements, il faut aider les travailleuses à mettre sur pied une coordination nationale des boîtes mobilisées. Il est possible de créer un puissant rapport de force, en commençant par une manifestation nationale pour stopper tous les licenciements.

Une autre grande priorité est de mobiliser contre « l'accord national interprofessionnel de sécurisation de l'emploi » (ANI) signé par le MEDEF, la CFDT, la CFTC et la CGC. Les directions de la CGT et de FO, rejoindes par Solidaires et la FSU, ont appelé à manifester le 5 mars. Mais malgré les appels d'un certain nombre de fédérations et d'UD, CGT, FO et FSU n'ont pas appelé à la grève et n'ont pas mobilisé au maximum. Il faut s'appuyer sur les équipes combatives, dans nos syndicats à tous les niveaux, pour imposer le tous ensemble, et notamment une grande manifestation avant le vote à l'Assemblée.

Dans l'Education nationale, il est possible aussi qu'une grève massive fasse reculer Peillon, ce qui pourrait avoir un effet d'entraî-

1. Comme l'explique l'économiste M. Roberts sur son blog (<http://thenextrecession.wordpress.com/>), le taux de profit n'est pas revenu à son niveau d'avant crise, d'où l'absence de reprise économique..

2. Voir sur le blog de G. Filoche : *Mise à mort de l'inspection du travail*, <http://www.filoche.net/2013/02/18/mise-a-mort-de-l-inspection-du-travail/>

nement dans toute la classe travailleuse. Avec le début de mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche contre le projet de loi Fioraso, les conditions mûrissent pour une lutte d'ensemble de la maternelle à l'université. La jonction entre les luttes du privé et du public est une question clé pour vaincre globalement les attaques du patronat et du gouvernement.

C'est pour cela que nous contribuons à la construction du

NPA comme instrument qui doit être immédiatement utile aux luttes, prendre des initiatives de mobilisation, contribuer au front unique des organisations tout en combattant la ligne des directions syndicales qui refusent de combattre et de rassembler les travailleurs/ses. Pour mener un tel combat, nous devons avoir les idées claires : nous défendons une orientation révolutionnaire qui est à la fois une nécessité historique et un vecteur de radicalité dans les

luttes. Car, pour interdire les licenciements, pour mettre à bas les contre-réformes de Hollande, de Sarkozy et toutes les autres, pour satisfaire les revendications ouvrières et populaires, il faudra en finir avec le capitalisme, mettre en place un gouvernement des travailleurs auto-organisés et reconstruire l'économie sur la base des besoins réels collectivement définis.

**Ernest Everhard**

## FRANCE

### **Peillon et l'enseignement catholique : Une posture de gauche pour une politique de droite**

(Article publié dans *Tout est à nous* du 17 janvier 2013)

L'Église catholique, vivement opposée au projet de loi en faveur du mariage pour tous et toutes, a décidé d'utiliser les établissements d'enseignement privés pour imposer son point de vue aux 2 millions d'élèves sous son contrôle.

Le 12 décembre dernier, Eric de Labarre, secrétaire général de l'enseignement catholique, a adressé aux 8300 chefs d'établissements catholiques, un courrier dans lequel il incite à prendre toutes les initiatives possibles, selon les rapports de force locaux, pour lutter contre le projet de loi. En novembre, selon des parents d'élèves, un prêtre a prononcé un violent réquisitoire contre le projet de loi dans le cadre d'un cours d'éducation civique obligatoire dans un lycée de Cannes.

Peillon a demandé aux Recteurs de veiller à éviter tout dérapage homophobe... mais sans préciser par quels moyens. Puis il a choisi de lancer une polémique publique en déclarant qu'en « adres-

sant une lettre aux chefs d'établissement, le secrétaire de l'enseignement catholique a commis une faute ». Pourquoi ? Pour faire oublier que, sur l'essentiel, la politique scolaire de Hollande-Peillon poursuit celle de Sarkozy-Chatel ? Pour se donner à peu de frais une allure d'homme « de gauche », au moment même où le gouvernement mène fondamentalement une politique de droite ?



Vincent Peillon, Ministre de l'Éducation nationale (photo Wikipedia)

Peillon ne veut précisément pas toucher à la loi Debré de 1959 qui organise le financement des établissements privés sous contrat,

catholiques à 90%, et autorise l'Église à y rappeler ses positions. « Très respectueux du caractère propre de l'enseignement catholique », il ne veut pas le priver de cette manne de près de 7 milliards d'euros par an, alors qu'il poursuit les mesures d'austérité étranglant l'école publique. Pas plus qu'il ne veut en finir avec concordat en Alsace-Moselle.

Pour réduire l'influence idéologique réactionnaire de l'Église et libérer les jeunes, des écoles privés (bien souvent non croyants), il faut nationaliser, sans indemnité ni rachat et sous contrôle des personnels tous les établissements d'enseignement privés. Nous combattons pour un gouvernement qui oserait prendre ces mesures sans craindre les foudres des évêques, du MEDEF et tous ceux qui, sous couvert de défendre la liberté de conscience, protègent en réalité « la liberté » de l'Église et du patronat à endoctriner.

**Stéphane Andrieu et  
Raphaël Greggant**

## Arrêtons le massacre de l'université !

Le projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) a finalement été rendu public suite à une longue et inutile « concertation ». Les quelques mesures d'urgence que les syndicats et les collectifs de précaires ont fait remonter n'ont absolument pas été intégrées, entre autres :

- la suppression des initiatives d'excellence (IDEX) qui font que les universités ne reçoivent plus d'argent en fonction de leurs besoins (en particulier le nombre d'étudiant-e-s) mais en fonction des projets d'excellence qu'elles doivent élaborer créant ainsi une super compétition entre universités ;
- la création d'emplois pour résorber la précarité ;
- la réaffectation des crédits ANR à des financements pérennes des laboratoires et des formations ;
- la remise en cause du crédit impôt-recherche

Cette loi, tout au contraire, s'inscrit directement dans la droite ligne des réformes jusque là menées par le gouvernement précédent : subordination de la recherche aux besoins socio-économiques, précarisation des travailleur-se-s, régionalisation, diminution des budgets etc. Enfin, lorsque l'on constate la teneur des réformes qui sont proposées dans le primaire pour les institutrices et instituteurs, on ne peut être que frappé par la cohérence des mesures que prend ce gouvernement « de gauche » pour sauver le capitalisme au détriment des travailleurs. Le gouvernement Hollande-Ayrault s'inscrit donc pleinement dans la logique capitaliste de marchandisation, et le savoir n'est pas épargné ! Il faut donc que tous ensemble, nous renversions ce système.

### Un état des lieux déjà catastrophique

La mise sous tutelle de la recherche a commencé en 2005 avec le Pacte pour la recherche. Avec la création de l'Agence nationale pour la recherche (ANR) et de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), l'État a marginalisé les organismes de recherche en s'assurant la maîtrise des programmes de recherche et en décidant de la vie et de la mort des laboratoires selon des critères non scientifiques et clairement centrés sur la rentabilité. Rappelons aussi que la loi sur les libertés et responsabilité des universités (loi LRU 2007), qui a établi l'autonomie financière des établissements, a mis un tiers d'entre eux en déficit conduisant à la détérioration des conditions de travail autant pour les enseignant-e-s, les chercheurs et les personnels que pour les étudiant-e-s (à Strasbourg, c'est par exemple 40 000 heures équivalent TD qui doivent être supprimées).



Geneviève Fioraso, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (photo Wikipedia)

Le changement promis et tant « attendu » n'est clairement pas là puisque dans ce nouveau projet de loi, la plupart des articles de la LRU sont prorogés sans modification et ceux qui sont modifiés le sont pour en accentuer les tra-

vers. La loi LRU mettait les premiers jalons vers une marchandisation de l'éducation, du savoir et de la recherche publique, telle qu'elle s'inscrit dans la stratégie de Lisbonne, le projet Fioraso continue pleinement !

L'autonomie des universités a engendré une augmentation de la précarité dans la recherche. Le nombre de précaires dans la recherche et l'enseignement supérieur est estimé à 50 000. Exemple révélateur, 60 % des doctorant-e-s en sciences humaines ne sont pas financé-e-s. Ils/elles passent ainsi de 4 à 6 ans à travailler pour la recherche et doivent se trouver eux/elles même une autre source d'argent (donc un autre travail). Enfin la loi Sauvadet permettant la CDIisation des précaires (avec des conditions quelque fois spectaculairement compliquées), pourtant largement insuffisante, n'est que très peu appliquée. L'état de l'université est déjà déplorable et malheureusement, les mirages d'un soi-disant gouvernement de gauche se sont rapidement évaporés.

### La droite l'a fait, la gauche l'aggrave

Comme introduit précédemment, le projet de loi Fioraso est, sans ambiguïté, une LRU bis : un approfondissement de la casse de la recherche et de l'enseignement supérieur. Voici, en quelques points comment se décline le projet de loi.

### Subordination de la recherche publique à la rentabilité patronale

On voit dans ce projet que le transfert de la recherche publique vers l'économie devient une mission du service public. La valorisation économique est de plus le critère de l'excellence de la recherche en général, il est prévu d'évaluer

les personnels sur l'ensemble des missions qui leur sont assignées et non plus uniquement sur leur production scientifique. La vie risque d'être encore plus difficile pour les filières « non rentables ».

Ensuite, les mesures instaurées par le Pacte de la recherche ne se pas retirées et sont même consolidées. Le financement sur projet ANR, responsable de la mise en concurrence des entre chercheurs-s ou universités et de l'augmentation du nombre de précaires, reste intouché dans ce projet de loi. L'évaluation des établissements, des unités de recherche, des formations et des enseignant-e-s par l'AERES est même consolidée en un dispositif colossal : le Haut conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Les membres de ce conseil, au nombre de 26, sont nommé-e-s par décret.

Le crédit impôt recherche est élargi aux PME et doublé du crédit impôt compétitivité-innovation, qui va coûter 20 milliards de plus. Dans le même sens, l'injonction au « transfert » apparaît inlassablement dans tout le texte du projet de loi.

Si l'on articule cela avec le désengagement qui s'opère dans la recherche privée (exemple de Sanofi avec les sites de Toulouse, Montpellier et les travailleurs en luttes de Vitry), on constate que ce projet de loi va dans le sens de la subordination et du contrôle patronal de la recherche. La société capitaliste attaque là encore de front, ainsi la riposte victorieuse ne peut se faire que conjointement avec les travailleurs du privé.

### **Territorialisation et régionalisation**

Bien qu'attaqué depuis longtemps (projet de loi Devaquet en 1986) et mis à mal par la contre-réforme LMD en 2002, le cadre national de la formation dans les universités permet encore aux étudiant-e-s d'accéder à des for-

mations globalement équivalentes dans tout le territoire français. Le projet de loi Fioraso prévoit une régionalisation très forte, un budget régional, la gestion de la masse salariale transférée aux régions, jusqu'à l'habilitation des formations. À l'heure actuelle, le contenu de chaque diplôme est validé au niveau national par le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). Le projet de loi vise à modifier ce fonctionnement pour l'« assouplir » par une procédure d'accréditation. La notion de diplômes nationaux serait alors encore davantage démantelée au profit de diplômes spécifiques à chaque fac répondant aux exigences patronales régionales.

De plus, dans chaque région, l'ensemble des organismes de l'ESR sera fusionné dans des « communautés scientifiques » qui comprendront les acteurs économiques locaux. Les liens subordonnés entre privé et public seront par là renforcés, le transfert de connaissance sera accéléré et la disparité entre régions accentuée.

Enfin, difficile de ne pas faire le rapport avec la préparation de l'acte III de la décentralisation et les déclarations récentes de M. Lebranchu, ministre de la Fonction publique, sur la nécessité de « moderniser le statut de fonctionnaire ». Le statut national de fonctionnaire d'État semble donc être menacé.

### **Bac -3 / bac +3**

Sous couvert de faciliter la transition entre lycée et université, on observe qu'il est prévu un recul des enseignements d'approfondissement disciplinaire. L'idée est de « retarder » la spécialisation en licence. Cela reviendra à dévaloriser et déqualifier celles-ci. L'exemple des collèges à l'anglo-saxonne semble être le modèle. Ceci s'articule avec un enseignement qui sera fait par des professeurs agrégés plutôt que des

enseignant-e-s et chercheur-se-s. Bien entendu, le décret sur la modulation de service qui vise à « alourdir » le service d'enseignement des « mauvais-es chercheur-se-s » n'est pas abrogé (dans le contexte de compétition exacerbée, les « mauvais-es » chercheur-se-s sont les moins « publient-e-s » ou celles et ceux qui ne publient pas dans les supports valorisés par la norme concurrentielle imposée). La déconnexion entre recherche et enseignement s'accorde encore avec ce projet.

## **La mobilisation se développe**

La sortie de ce projet de loi qui, répétons-le, continue le travail effectué jusque là par les précédents gouvernements de droite, fait réagir. Tout d'abord, on constate que les collectifs de précaires qui n'ont pas été écoutés lors des assises, se consolident et maintiennent leurs revendications, plus nécessaires que jamais. En effet, tout cela ne va faire qu'augmenter la précarité dans l'ESR. Il est déjà très difficile de pouvoir faire appliquer la loi Sauvadet, la marche que prend l'université ne va pas dans le bon sens.

On voit aussi se réunir des AG dans les universités, des AG d'information, d'étudiants, de précaires ou bien unitaires. Le 18 février 2013, à l'appel d'une intersyndicale où ne figurait pas l'UNEF, une AG de plus de 300 personnes a eu lieu à l'université Paris Diderot. Le 2 mars, 150 personnes se sont réunies à l'INALCO venant d'une trentaine d'établissements. Des AG étudiantes émergent aussi, notamment à Nanterre. Il y a aussi des rencontres avec des boîtes en luttes avec par exemple une réunion publique à Jussieu avec des travailleur-se-s de Sanofi<sup>1</sup>.

1. Pour en savoir plus : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-472.pdf>

## **Construisons ce mouvement**

Comme nous l'avons expliqué, ce projet de loi s'inscrit totalement dans le courant des précédentes : LMD, LRU, Pacte de la recherche, etc. Au moment de la LRU, nos craintes d'alors étaient prises à la légère. Maintenant, force est de constater qu'il ne fallait pas, nous avons maintenant l'expérience pour montrer que l'autonomie des universités est une impasse pour l'ESR. Ce projet de loi est une LRU extrémisée, il faut donc réagir massivement et sans traîner !

Il faut se battre :

- bien entendu pour le retrait du projet de loi Fioraso ;
- mais aussi pour l'abrogation de la LRU et du Pacte de la recherche ;
- pour la titularisation de tous les

précaires et des créations de postes en nombre suffisant pour supprimer la précarité à venir ;

- pour une université uniquement publique pour une recherche indépendante et de qualité ;
- pour le rétablissement intégral du cadre national des diplômes, et donc l'abrogation du LMD

Pour construire un mouvement victorieux, il va falloir multiplier les AG autant que faire se peut pour une lutte auto-organisée et ainsi s'étendre et devenir une mobilisation de masse. L'unité entre étudiant-e-s, enseignant-e-s, chercheur-se-s et personnels doit être une priorité avec pour perspective une coordination nationale composée de délégués des AG mandatés et révocables, tout en militant dans les intersyndicales pour mobiliser le secteur. Tout cela pour aboutir à une grève généralisée !

sée !

Mais nous ne gagnerons pas seul-e-s, tout ceci s'inscrit dans un mode de fonctionnement du système capitaliste. Dans le public, le primaire est aussi touché de plein fouet par des réformes à venir. Là aussi par exemple, il y a une certaine territorialisation des moyens à l'échelle de la commune. Les institutrices et instituteurs se mobilisent aussi et en nombre. On voit que les mêmes problèmes se retrouvent de la maternelle à l'université, ce n'est qu'ensemble qu'on pourra peser dans le rapport de forces. Enfin, il ne faut pas oublier ce qui se passe dans le privé, et notamment dans la recherche privée, car là où les entreprises se désengagent de la recherche, c'est pour mieux la donner à faire à l'université.

**Lucas Battin**

## **SYNDICALISME**

### **Congrès de la FSU : Contre le soutien (à peine) critique de la direction de la FSU aux réformes du gouvernement, construire un grand courant oppositionnel pour que le syndicat soit un outil réellement utile aux luttes**

Le congrès de la FSU s'est tenu dans un contexte très particulier. D'une part, le gouvernement et le patronat mènent une vaste offensive contre les conquêtes des travailleur/se-s. Dans le domaine de l'éducation, le gouvernement venait de publier son décret sur les rythmes scolaires (le 27/01), allait présenter son projet de loi d'orientation sur l'école (qui sera débattu à l'Assemblée à partir du 11/03) et, peu après, son projet de loi concernant l'enseignement supérieur et la recherche, dit Fioraso, du nom de la ministre correspondante. De l'autre, les résis-

tances à cette politique réactionnaire se développent. Le congrès de la FSU se réunissait en pleine mobilisation dans l'enseignement primaire : après la grève historique du 22 janvier à Paris, c'est au niveau national que, le 12 février, plus de 60% des professeur-e-s des écoles, ainsi que des personnels territoriaux et des animateurs/trices, étaient en grève contre le décret sur les rythmes scolaires. Cette lutte possède une grande importance politique : une victoire des professeur-e-s des écoles contre Peillon montreraient à tous les travailleur/se-s qu'il est possible d'in-

fliger des défaites à ce gouvernement. Vu son influence dans le secteur, la position de la FSU est décisive. Comment le congrès allait-il donc se positionner ?

**Si les réformes de Sarkozy ont provoqué une régression, pourquoi refuser d'exiger leur abrogation ?**

*De belles paroles ...*

Bien sûr, la FSU a réaffirmé son « *projet d'école progressiste et émancipateur* », qui doit contribuer à « *combattre les inégalités* », à

*prioriser la mixité et la laïcité* », « permettre à tous les jeunes de s'épanouir et de se construire », soulignant qu'il faut pour cela « des moyens suffisants ». Elle dénonce « les politiques éducatives » de la période 2007-2012, guidée selon elle par « une orientation néolibérale » et critique « une régression organisée par des réformes en rafales »<sup>1</sup>. Il est frappant que la direction de la FSU choisisse de limiter cette critique à la période 2007-2012, alors que l'UMP est au pouvoir depuis 2002 ; en particulier, la loi Fillon qui est un point d'appui central de l'offensive actuelle, n'est pas dénoncée<sup>2</sup>. Mais le problème le plus grave est qu'elle refuse de tirer les conclusions pratiques qui s'imposent. Si la réforme des programmes de 2008 dans le primaire, le démantèlement des RASED (Réseau d'Aide et de Soutien aux Elèves en Difficultés), l'école du socle, la mise en place du LPC (Livret Personnel de Compétences) dans le primaire et au collège, l'introduction et l'extension du Contrôle Continu et Contrôle en Cours de Formation pour l'obtention du bac, la réforme du lycée, la réforme du Bac Pro 3 ans, la mise en place des établissements ECLAIR, les contrats d'objectifs, la LRU, le Pacte sur la Recherche, etc., sont bien des « réformes régressives », alors, en toute logique, elle devrait en demander l'abrogation.

### *... mais en pratique le refus de combattre la politique d'Hollande-Ayrault-Peillon*

Mais la direction s'y est obstinément opposée. Avec quels arguments ? Elle n'en avait pas vraiment, sinon de dire que revendiquer l'abrogation, ce serait être partisans du statu quo ou, pire, du retour en arrière. Cette objection ne tient pas la route. Tout

d'abord, la FSU demande tout de même l'abrogation de certaines mesures du gouvernement précédent, comme la loi de mobilité dans la Fonction Publique. Alors pourquoi pas des autres mesures qu'elle estime aussi régressives ? L'abrogation d'une régression, ce n'est sans doute pas suffisant, mais c'est un premier pas dans le bon sens et cela peut être un levier pour enclencher la mobilisation. Le fond du problème, c'est qu'exiger l'abrogation de ces réformes, cela conduirait inévitablement à engager le combat contre le gouvernement Hollande-Ayrault qui, loin de vouloir les supprimer, entend au contraire s'appuyer dessus, pour poursuivre l'offensive d'adaptation de l'école aux besoins du capital.

### **La loi d'orientation sur l'école : amendements ou retrait ?**

La direction de la FSU analyse les projets du gouvernement en disant en gros qu'ils partent de bons principes, mais qu'ils sont trop timorés dans leur rupture avec l'ère Sarkozy et que les avancées sont trop floues ou remises à plus tard. Cette analyse est forcément fausse.

### *De beaux principes creux*

La direction de la FSU confond sciemment les principes creux affichés par le gouvernement pour essayer de légitimer sa politique avec ses motivations réelles. On peut s'en convaincre tout d'abord en regardant la liste de ces « principes positifs » dont la direction de la FSU se félicite : « une 'priorité à l'éducation' », « une réaffirmation du rôle de la maternelle », « une formation des enseignants plus développée », « la laïcité comme principe fondateur », « la prise en compte de la dimension culturelle

des enseignements »<sup>3</sup> Or, Sarkozy affirmait lui aussi le principe « priorité à l'éducation » : « Je veux faire dans les cinq ans qui viennent de l'école une priorité » (le 27/02/2012). Personne ne s'en réjouissait parmi nous, car nous savions en quel sens cela avait été et continuerait d'être pour lui une priorité ! Sarkozy n'avait que le mot « laïcité » à la bouche, tout en maintenant le financement de l'État aux écoles confessionnelles, comme le fait encore aujourd'hui Hollande. Quant aux deux autres principes, ils sont contredits par le contenu concret des projets du pouvoir « socialiste ».

### **Des attaques bien réelles**

La direction de la FSU pointe au mieux de simples risques potentiels ou, au pire, des flous qui pourraient être éclaircis selon elle dans un sens positif ou négatif au moment de prendre les décrets d'application de la loi. Elle prétend ainsi, d'une part, légitimer son abstention scandaleuse<sup>4</sup> lors de la présentation du projet de loi devant le Conseil Supérieur de l'Éducation, abstention sur laquelle Peillon s'est empressé de s'appuyer pour dire qu'une large majorité approuvait son projet et que seule une toute petite minorité était contre. Elle cherche ainsi, d'autre part, à justifier de poursuivre encore pendant des mois les « concertations » avec le ministre : les prétendus « bougés » espérés de ces concertations servent de prétexte au refus d'informer les personnels de ces attaques et d'engager la lutte contre ses projets réactionnaires.

Le projet de loi d'orientation sur l'école s'inscrit pleinement dans la logique de la politique menée de 2002 à 2012. Mais depuis le 6 mai 2012, la direction de la FSU fait mine de ne plus se souve-

1. Citations extraites du texte du thème 1, adopté par le congrès.

2. Cette question a été explicitement soulevée dans plusieurs congrès départementaux de la FSU, mais la direction nationale a rejeté la proposition d'étendre la critique des réformes au-delà de l'année 2007. C'est déjà en soi tout un programme...

3. Extraits du texte adopté par le congrès sur le Thème 1.

4. Cela avait suscité des réactions critiques de plusieurs sections départementales de la FSU, qui n'ont pas cependant mené de combat sur ce point ou, au moins dans cette logique, au cours du congrès.



Congrès de la FSU à Poitiers les 11-15 février 2013 (Photos fsu.fr)

nir des analyses assez avancées des attaques capitalistes contre l'école réalisées avant le 6 mai 2012 par l'Institut de Recherche de la FSU et synthétisées dans son livre *La nouvelle école capitaliste*. Sans être exhaustif, voici quelques éléments de continuité :

– Tout d'abord, il ne remet pas en cause les contre-réformes précédentes. En particulier, il maintient la logique des compétences et du socle commun, condamnée par la FSU dès avant la loi Fillon de 2005 (précision importante, car certains dirigeants ont essayé de faire croire que la FSU n'aurait condamné que le « socle Fillon » et pas la logique du socle en général), car c'est celle de l'école à deux vitesses. De ce point de vue, l'adjonction des mots « *et de culture* », après « *socle commun de connaissances, de compétences* » ne change rien à l'affaire. D'une part, il y a toujours un dualisme entre le socle minimal et les programmes complets, qui ne manquera pas d'aggraver les inégalités entre les enfants issus de milieux socio-culturels favorisés et les autres. D'autre part, la logique des compétences est utilisée contre les qualifications et les diplômes nationaux pour casser la reconnaissance de droits collectifs pour les travailleur/ses dans les conventions collectives et imposer

ainsi une individualisation qui atomise le prolétariat, affaiblit sa capacité de résistance et permet de faire passer plus facilement des régressions.

– En outre, le projet de loi d'orientation s'inscrit explicitement dans le cadre de l'acte III de la décentralisation. Certes, la direction de la FSU a affirmé son opposition à cet acte III, mais là encore refuse d'en tirer les conséquences concrètes. Pourtant, le projet de loi vise, notamment avec les Projets Educatifs Territoriaux à une territorialisation de l'enseignement, c'est-à-dire un éclatement de son cadre national et à la mise de l'enseignement sous tutelle des pouvoirs locaux, qui porte atteinte à l'égalité de droits entre les élèves. Le décret sur les rythmes scolaires met d'ailleurs les Projets Educatifs Territoriaux (PET) au centre de son offensive<sup>1</sup>.

– En troisième lieu, le projet de loi accroîtrait le pouvoir du patronat sur l'enseignement, notamment :

1. en transférant la gestion de la carte des formations professionnelles aux régions, qui décideraient des ouvertures et fermetures de section « *après consultation des branches professionnelles* » ;
2. en permettant la présence de chefs d'entreprise dans les CA

des collèges et lycées à l'initiative des collectivités territoriales ;

3. en permettant aux entreprises d'utiliser les locaux et les installations des lycées en dehors des heures de cours (le soir, le week-end et pendant les vacances) ;
4. en étendant les « *parcours de découverte professionnelle* » et la possibilité de stages en entreprise à tout le collège.

– Enfin, il menace les statuts des personnels par le projet de transfert des Conseillers/ères d'orientations psychologues aux régions et par la mise en place d'un conseil commun école-collège.

– Quant à la formation des enseignant-e-s (dont le projet de loi ne fixe que le cadre), le gouvernement n'est pas revenu à une première année d'exercice du métier avec une décharge de service de 9h pour les agrégés et de 10h pour les certifiés, mais n'a concedé que 3h de décharge. Mais surtout, il remplace le référentiel de compétences élaboré par le précédent gouvernement par un autre encore plus contraignant, dont la fonction sera d'opérer un tri idéologique des enseignants et un instrument pour justifier les refus de titularisation, dont le nombre

1. Sur ce point, on peut consulter le riche dossier de presse du Ministère de l'Education Nationale expliquant très clairement le sens du décret et le rôle central des PET. Les journalistes aux ordres, trop occupés à relayer la propagande du pouvoir sur le corporatisme et l'égoïsme des professeur-e-ss des écoles, semblent ne pas avoir pris le temps de le lire...

va croissant. Et cela annonce une nouvelle « réforme » des concours qui va encore davantage les vider de leur contenu disciplinaire.

Comment la direction de la FSU peut-elle conclure son analyse par « *la FSU devra être vigilante et peser pour des réformes allant dans le sens de son projet éducatif* »<sup>1</sup>? Comment peut-elle ne pas constater avec évidence la contradiction entre son projet éducatif et son projet de loi? Comment peut-on vouloir l'amender, comme y appelle explicitement la direction du SNES<sup>2</sup>? Comment peut-elle se refuser à en demander le retrait?

### Décrets sur les rythmes scolaires : « réécriture » ou abrogation ?

La question du décret sur les rythmes scolaires en primaire est encore plus brûlante. Elle est la première traduction concrète de la politique de l'éducation du gouvernement Hollande-Ayraut. Elle suscite un rejet extrêmement massif. Sud-Education, la CGT Educ'Action, FO, la FAEN et la CNT demandent l'abrogation du décret Peillon. Là où de véritables AG de professeur-e-s des écoles se sont réunies, elles se sont prononcées pour l'abrogation du décret, tout en mettant en avant d'autres revendications vitales : abrogation du LPC, recru-

tement massif, rétablissement des Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficultés, etc.<sup>3</sup> Contre la volonté des personnels mobilisés, le texte adopté par le congrès affirme que celui-ci « *doit être réécrit (...)* : *les conseils d'école doivent être consultés et les possibilités dérogatoires élargies* »<sup>4</sup>! La direction tente de justifier cet accompagnement de la réforme en accusant les partisans de l'abrogation d'être pour le *statu quo*. C'est faux : la condition pour imposer les revendications, c'est d'obtenir l'abrogation du décret. D'ailleurs, la FSU l'avait jugé suffisamment mauvais pour voter contre lors de sa présentation au Conseil Supérieur de l'Éducation. En refusant d'en exiger l'abrogation et d'appeler à la grève jusqu'au retrait, la direction de la FSU sauve – pour le moment – Peillon, très en difficulté face à la forte contestation. En outre, il ne s'agit pas simplement de mots dans une résolution de congrès. La direction du SNUIPP (premier syndicat du premier degré, membre de la FSU) a ainsi réuni de façon improvisée en plein milieu du congrès un Secrétariat national du SNUIPP où les chefs ont expliqué que le décret n'était pas si mauvais que cela, qu'il ne fallait surtout pas exiger son abrogation, que ce n'est pas sur cette base que le SNUIPP avait appelé à la grève le 12 février et qu'il fallait

pousser pour des concertations locales. En clair, le texte voté au congrès est un « mandat » donné à la direction du SNUIPP pour utiliser tout son poids afin d'étouffer le mouvement qui monte pour l'abrogation du décret Peillon.

### Projet de loi Fioraso : concertations sans fin ou retrait ?

Le projet de loi Fioraso sur l'enseignement supérieur obéit à la même logique générale que la loi d'orientation sur l'école. Elle maintient intacte la LRU et même tels quels ses articles les plus régressifs. Elle va même plus loin puisqu'elle inscrit explicitement comme un objectif central de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) de contribuer « à la croissance et à la compétitivité de l'économie, et à la réalisation d'une politique de l'emploi prenant en compte les besoins des secteurs économiques et leur évolution prévisible ». L'autonomie des universités, en particulier l'autonomie budgétaire, articulée à la décentralisation, entend en finir avec tout véritable cadre national de l'enseignement supérieur et de la recherche publics. Tout au contraire, il s'agit d'insérer, au sein d'un « schéma régional de l'ESR », des universités autonomes « adaptées à chaque territoire », c'est-à-dire aux exi-

1. Citation du texte du thème 1 adopté par le congrès.

2. Supplément au n° 727 de l'US, p. 9 : « *Dans l'immédiat, l'enjeu se situe prioritairement dans le débat parlementaire et dans les amendements qui seront proposés par les parlementaires. Il s'agit donc de porter nos attentes et nos exigences auprès des élus et de l'opinion publique afin d'éviter le retour de projets que la concertation a permis d'écartier dans un premier temps* ».

3. Ainsi la plateforme adoptée par l'AG parisienne réunissant 400 grévistes le 22 janvier comporte, en plus de l'abrogation du décret Peillon, les revendications suivantes :

- l'arrêt de l'aide personnalisée et des stages de remise à niveau ;
- l'abandon du LPC; la suppression de l'annualisation du temps de service ;
- la suppression des évaluations nationales ;
- l'arrêt des programmes de 2008 ;
- l'abandon du fichage via base élèves ;
- la baisse des effectifs par classe ;
- le retour des RASED avec des recrutements pour compenser les suppressions des cinq dernières années ;
- le recrutement de PVP à la hauteur des besoins pour remplacer les heures supplémentaires ;
- la création d'un statut de fonctionnaire pour les AVS ;
- la présence d'une ASEM par classe en maternelle ;
- la titularisation et une formation de qualité pour les animateurs des temps périscolaires (BAFA gratuit...).

4. Citation du texte du thème 1 adopté par le congrès.

gences du patronat. Pourtant, les exemples abondent de l'extrême nocivité de la LRU. Ainsi, l'université du Havre, au bord de la faillite, a dû supprimer des formations entières pour y échapper. À Paris I, les primes d'excellence représentent 15 postes de Maîtres de Conférence à temps plein. À Strasbourg, 40 000 heures de TD ont dû être supprimées. Pendant ce temps, les budgets de communications des universités explosent. Et la précarité ne cesse de s'étendre. Tout cela force la direction de la FSU à être plus critique dans son analyse du projet de loi. D'autant que le puissant mouvement de 2009 contre la LRU, le Pacte sur la Recherche et le décret sur le statut des enseignants-chercheurs, est encore présent dans toutes les têtes et que la mobilisation contre le projet Fioraso commence à s'organiser. La direction de la FSU affirme qu'*« elle combattrà »* « *l'actuel projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche* ». La précision l'*« actuel »* projet de loi signifie qu'elle prétend à nouveau engager les personnels dans l'impasse des concertations et des amendements, au lieu de fixer l'objectif du retrait pur et simple du projet de loi et d'abrogation de la LRU et du Pacte sur la recherche, seules revendications correctes et capables de mobiliser massivement.

### **Quelle position sur la précarité, les expulsions de sans-papiers, l'intervention impérialiste au Mali et l'accord de flexisécurité ?**

Sur les autres sujets, c'est à peu près le même scénario. La direction de la FSU rappelle ses principes généraux, critique les projets comme insuffisants ou parfois dangereux, mais refuse de s'opposer pratiquement à la politique du gouvernement. Bref, elle soutient le gouvernement, non à la façon d'un syndicat jaune se prononçant ouvertement pour les contre-réformes (dans le style de

la CFDT), mais à la façon d'un syndicat réformiste (dans le style de la CGT, par exemple). Voici quelques exemples :

– Elle refuse toujours de revendiquer la titularisation immédiate de tous les précaires qui sont plus de 800.000 dans la Fonction Publique ; ils font pourtant le même boulot que les titulaires et la différence de statut ne sert qu'à les payer moins, à les maintenir sous pression, à diviser les personnels entre eux et à affaiblir leur capacité de résistance. De même, elle refuse de demander l'arrêt immédiat de la MAP (Modernisation de l'Action Publique) qui n'est pourtant que le nouveau nom de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), c'est-à-dire l'instrument des suppressions de postes, des restructurations de l'administration et de la généralisation du management privé dans la Fonction Publique. Et, pour couronner l'ensemble, tout en critiquant les CDI dans la Fonction Publique, elle refuse d'en demander l'abrogation ; or, chacun a compris que, comme à France Telecom, la fonction du CDI est de remplacer à terme le statut de fonctionnaire pour la plupart des emplois...

– Elle demande un bilan des actes I et II de la décentralisation, avant de se prononcer sur l'acte III, même si elle s'y déclare a priori opposée ; concrètement, cela veut dire qu'elle refuse de demander le retrait du projet de loi Lebranchu « responsabilité et confiance dans les territoires » qui est pourtant déjà sur la table.

– Elle a refusé d'exiger « l'arrêt » des expulsions de sans-papiers, se bornant à se prononcer timidement pour un « moratoire », alors que Hollande-Valls viennent de battre tous les records de Sarkozy-Guéant, avec 36 000 expulsions en 2012.

– Elle a refusé de demander l'arrêt immédiat de l'intervention impérialiste française au Mali et le retrait des troupes, se prononçant

pour un « désengagement », c'est-à-dire exactement ce qui est prévu par le gouvernement.

– Elle a critiqué l'accord national interprofessionnel de flexisécurité (ANI) signé par les organisations patronales (MEDEF, CGPME et UPA) et par trois syndicats de salariés (CFDT, CFTC, CGC), tout en y voyant quelques avancées (!). Elle a choisi de se joindre aux mobilisations du 5 mars appelées par la CGT et FO, mais elle refuse de demander le retrait du projet de loi du gouvernement de transcrire cet accord dans la loi et a refusé d'appeler à la grève le 5 mars, alors que le tiers des académies a déjà repris les cours, garantissant ainsi une mobilisation des personnels à peu près nulle dans son secteur.

On le voit, le mot d'ordre de la direction de la FSU, c'est : « pas touche au gouvernement Hollande-Ayrault », alors que cela devrait être : « balayez les contre-réformes de Sarkozy et pas touche aux conquêtes sociales ».

### **Le Front de Gauche, qui co-dirige la FSU avec le PS et EE-LV, apporte donc lui aussi son soutien (à peine) critique à la politique du gouvernement**

La FSU est dirigée par U&A (Unité et Action) (72% des voix environ), une tendance impulsée politiquement par le PS-EE-LV et le Front de Gauche (avec des variations du poids respectifs des uns et des autres selon les syndicats et bien sûr de nombreux/euses militant-e-s qui n'ont pas de carte politique, mais sont influencé-e-s par ces partis). Le congrès a donc offert une leçon politique importante. En effet, on n'a vu au aucun clivage sérieux entre les dirigeant-e-s syndicaux/ales appartenant ou se reconnaissant dans le PS et le Front de Gauche. Tout au contraire, ils gèrent la fédération globalement en bonne entente, avec quelques tensions marginales. On voit donc ici concrète-

ment que le Front de Gauche, loin d'être dans l'opposition à la politique réactionnaire de Hollande-Ayrault — ou, à mi-chemin entre le soutien et l'opposition — la soutient, à grands renforts de critiques verbales et de « dialogue social » mis en œuvre par les directions syndicales qui lui sont liées, lequel constitue un obstacle majeur pour la mobilisation des personnels.

En toute cohérence, les « députés du Front de Gauche » ont annoncé qu'ils « ne voteront pas contre le projet de loi pour la refondation de l'école et décideront s'ils optent pour un vote favorable ou une abstention au vu des débats et d'éventuelles avancées. » « On ne s'y opposera pas. Notre vote favorable ou d'abstention sera fonction des débats, des amendements, des avancées qu'on pourra avoir sur ce texte » a déclaré André Chassaigne, évoquant dans ce texte « un volontarisme » et « une volonté nouvelle pour développer l'Education nationale dans notre pays »<sup>1</sup>.

### **Les positions des tendances de la FSU au cours du congrès.**

#### **La tendance Ecole Emancipée (EE) soutient la direction U&A**

La tendance EE (18% des voix environ) est diverse, puisqu'elle regroupe principalement des militant-e-s du Front de Gauche, notamment de la GA<sup>2</sup>, mais aussi des militant-e-s du NPA et bien sûr des sans-partis influencés par les uns ou les autres. Mais sa direction, dominée par la GA, a apporté un soutien à peu près complet à la majorité U&A au cours du congrès. En effet, elle a co-rapporté sur tous les thèmes et a voté pour les 5 principaux textes soumis par la direction au vote (thèmes 1, 2, 3,

et 4, et texte action)<sup>3</sup>, suivie par la majorité des délégué-e-s EE au congrès. Cela a permis à la direction d'obtenir près de 90% des voix sur son orientation, c'est-à-dire une très forte légitimité pour la mettre en œuvre. Inversement, vu son nombre de délégué-e-s, si l'EE décidait de voter contre un texte avec les autres courants minoritaires, la direction U&A ne pourrait pas obtenir la majorité des 70% nécessaire à l'adoption de tout texte dans les congrès de la FSU. Enfin, cela s'ajoute à la décision de la direction de l'EE d'approuver au secrétariat de la FSU la position d'U&A qui voulait que la FSU s'abstienne lors de la présentation du projet de loi d'orientation sur l'école au Conseil Supérieur de l'Education (une décision où elle s'est peu vantée et qui est sans doute loin de faire l'unanimité au sein de l'EE, si l'on en juge par les réactions des camarades EE qui siègent à la CAN du SNES lorsqu'ils l'ont appris!). On ne voit pas comment, dans ces conditions, cette tendance peut se prétendre une opposition à la direction, dont elle constitue en fait le flanc gauche. En effet, elle essaie de gauchir les textes initiaux par son intervention au sein des groupes de rapporteurs sans remettre réellement en cause leur logique générale, c'est-à-dire le refus de combattre les contre-réformes du gouvernement Hollande.

Cependant, par delà l'orientation de la direction de l'EE, il existe en son sein des militant-e-s combatif/ves. Certains d'entre eux/elles, notamment des camarades du NPA, n'ont pas hésité à voter contre deux des textes proposés par la direction de la FSU et donc d'une façon opposée à la majorité de l'EE. En outre, un nombre important des délégué-e-s EE ont voté pour des amendements ou des motions présen-

tés par les courants oppositionnels, montrant qu'ils continuent à avoir des idées différentes de celle de la direction U&A.

### **URIS (Unité, Revindications, Indépendance Syndicale)**

Tendance du POI au sein de la FSU (près de 4% des voix), elle a oscillé entre opposition et soutien critique à la direction de la FSU. Elle a voté contre le texte du thème 1 et celui du thème 4, se sont abstenus sur le thème 2 et ont voté pour le thème 3, c'est-à-dire approuvé un programme socio-économique parfaitement réformiste.

### **Front Unique**

Tendance qui est la projection de groupes politiques dits « justiens » (héritiers du groupe de Stéphane Just, ancien dirigeant du courant « lambertiste », exclu en 1984 de son parti), elle a recueilli un peu plus de 2% des voix et s'est opposée comme toujours frontalement à la direction de la FSU, mais sans aucun souci de se faire entendre, de dialoguer avec les autres délégué-e-s et notamment avec les autres tendances oppositionnelles, préférant comme d'habitude une démarche « identitaire » à l'objectif d'influencer réellement le congrès.

### **Emancipation**

Tendance regroupant des militant-e-s syndicalistes révolutionnaires, des communistes libertaires, des militant-e-s du NPA, du PCF, de groupes oppositionnels au PCF et du PG, très active sur le terrain des luttes, elle a recueilli près de 4% des voix, s'est opposée clairement à la politique de la direction de la FSU et a

1. Le JDD, 26/02/2012.

2. GA : Gauche Anticapitaliste, ancien courant du NPA, qui l'a quitté en juin 2012 pour rejoindre le Front de Gauche.

3. Thème 1 « Éducation, formation, culture et recherche », Thème 2 « le service public et la fonction publique sont une richesse », Thème 3 « En France, en Europe et dans le monde, pour des alternatives économiques, sociales et écologiques, pour les droits et libertés », Thème 4 « Quelle FSU pour quel syndicalisme ? ».

proposé une orientation alternative, en cherchant à influencer le congrès. Cela s'est matérialisé dans le fait que ses amendements et motions ont obtenu un nombre de voix supérieur à son nombre de délégué-e-s, le plus souvent entre 10% et 27% des voix<sup>1</sup>.

### **Renforcer l'opposition combative dans la FSU**

Des collègues, écourés par l'orientation actuelle de la direction, pourraient être tentés de ne plus se syndiquer ou de passer à des syndicats avançant actuellement des mots d'ordre corrects contre le pouvoir. Ce serait, à notre avis, à la fois une erreur et une illusion. D'une part, la FSU est incontournable pour les mobilisations, comme on a encore pu le voir récemment. Dans le primaire, où elle s'est finalement jointe à l'appel du 12 février, sous la pression de sa base, la grève a été très suivie. Dans le secondaire, où le SNES a refusé de suivre, la grève a été malheureusement un échec retentissant. D'autre part, les positions de la FSU ne sont pas figées dans le marbre. Tout au contraire, les événements récents ont confirmé que, sous la pression de sa base, la direction est capable de zigzags brutaux : après avoir participé pendant des mois aux concertations en vue du décret sur les rythmes scolaires, elle a dû, sous la pression de sa base, voter contre le projet de décret au Conseil Supérieur de l'Education, puis le SNUIPP a dû appeler à la grève le 12 février, avec le succès que l'on sait, sans être suivi mal-

heureusement par la direction du SNES, ni de la FSU. C'est alors que la pression du pouvoir s'est exercée à plein et que la direction de la FSU a de nouveau pris position contre les personnels demandant l'abrogation du décret Peillon en soutien (à peine) critique au gouvernement. Bref, c'est un enjeu majeur de pousser pour que la FSU rompe avec le gouvernement et aide activement aux luttes contre lui.



Pour cela, il y a urgence à renforcer l'opposition au sein de la FSU. Cela peut se faire par divers canaux, car l'opposition se manifeste sous diverses formes. De notre point de vue, cela passe d'abord par le renforcement de la tendance Emancipation, à laquelle nous participons. Mais il nous semble également que les militants combatifs d'Ecole Emancipée ont aussi un rôle important à jouer en ce sens. Pour commencer, ils auraient sans doute tout intérêt à ouvrir franchement le débat au sein de leur tendance sur les positions choisies par la direction de l'EE et celles qu'il aurait fallu adopter pour constituer un point d'appui à la lutte des personnels. Car il est évident que la direction U&A de la FSU ne sortirait pas de ce congrès avec la même force pour appliquer sa ligne de soutien critique au gouvernement si elle n'avait reçu que 70% des voix et non 90% en moyenne. Cela

passe aussi par des motions communes des tendances minoritaires à chaque fois qu'elles sont d'accord sur un point, car il est plus difficile à la direction de résister à un tel front. C'est ainsi, par exemple, que les minorités avaient réussi à empêcher en 2011 la signature par la FSU de l'accord sur la précarité avec le gouvernement.

Aider au renforcement de cette opposition, c'est contribuer au développement des mobilisations sur des mots d'ordre clairs. La priorité aux luttes passera par l'auto-organisation des personnels et le combat pour l'unité des organisations syndicales sur la base des revendications. Dans le primaire, cela signifie concrètement contribuer à la préparation de la grève jusqu'à l'abrogation. Dans les collèges, lycées et universités, cela passe par un travail d'information et la prise d'initiatives pour développer les luttes. Dans l'université, cela implique le combat pour le refus de la loi Fioraso, l'abrogation de la LRU, la satisfaction des revendications. Globalement, il faut tout faire pour la convergence de luttes de la maternelle à l'université, tout en réalisant la jonction avec le privé, notamment contre l'ANI (accord national interprofessionnel). Car il serait naïf de croire que les travailleur/ses du public pourraient laisser le niveau de vie et les conditions de travail des salariés du privé être fortement aggravés, sans être ensuite victimes à leur tour des mêmes mesures de la part du gouvernement PS au service du MEDEF.

**Q., S. et S.**

1. On pourra lire avec profit un compte-rendu exhaustif du congrès dans sa revue, « L'émancipation syndicale et pédagogique », et sur son site, <http://emancipation.fr/>

## Reportage sur le rassemblement de soutien aux travailleurs de PSA Aulnay le 5 février 2013



Rassemblement devant PSA Aulnay le 5 février 2013 (photos Tendance CLAIRE)

« Camarades d'Aulnay, ne vous laissez pas faire ! » Ce mardi 5 février, parmi plusieurs centaines de personnes, une ancienne salariée de PSA Melun était venue manifester son soutien aux ouvriers du site d'Aulnay, en grève reconductible depuis le 16 janvier. Le site de Melun a fermé et plusieurs centaines de travailleurs se retrouvent au RSA avec 328 euros par mois pour vivre. Déterminés, combattifs, organisés, les grévistes d'Aulnay n'entendent pas « grossir les rangs de Pôle Emploi ». Ils subissent pourtant des pressions et des intimidations de toutes parts : patrons, gouvernement et médias, s'en donnent à cœur joie pour tenter de les diviser et de les déstabiliser, par l'insulte, la calomnie, la répression et la criminalisation. Ce 5 février, ils ont appris que six d'entre eux étaient convoqués par la sûreté territoriale ; quatre ont été mis à pied.

« Quand on est de gauche, a lancé un des intervenants à l'adresse du gouvernement, on est

du côté des ouvriers, pas du côté des patrons, pas du côté de ceux qui veulent criminaliser les grévistes ». Ont apporté leur soutien Olivier Besancenot, Nathalie Arthaud, Marie Georges Buffet et Pierre Laurent, ainsi que Martine Billard pour le PG, Aline Archambaut, sénatrice EELV, et des élus locaux de gauche. Parmi de nombreuses délégations venues témoigner leur solidarité (Renault, Goodyear, Virgin, Air France, Prestalis, Faurecia...), Xavier Mathieu a rappelé que ce sont les ouvriers qui font tourner les usines, pas les patrons, que ce sont les patrons qui coûtent cher, pas les ouvriers.

Conscients que leur lutte, si elle reste isolée, perdrait ses chances de gagner, les travailleurs mobilisés se sont adressés aux autres secteurs en lutte, mais aussi à tous ceux qui entendent combattre contre « les accords de la honte », sur la sécurisation de l'emploi et la compétitivité, qui sont un chantage monstrueux à la résignation et à la dégradation des conditions de tra-

vail. Ils appellent à populariser la grève, à la soutenir financièrement et à défendre « l'idée que c'est tous ensemble qu'il faut lutter ». « Renault, PSA, mêmes patrons même combat ! » entendait-on parmi les slogans.

Ce rassemblement, après le meeting à Sciences Po contre les licenciements et pour la convergence des luttes le 24 janvier et le rassemblement du 29 au ministère du travail, est un nouveau pas vers la convergence auto-organisée. Ensemble, interpellons les syndicats qu'ils prennent en charge le combat contre l'accord flexisécurité. Adressons-nous aux directions syndicales pour préparer à tous les niveaux une grande manifestation nationale contre les licenciements !

Pour la poursuite de la convergence des luttes, prochain rendez-vous :

**Rassemblement le 12 février devant le siège de Goodyear !**

**Laura Fonteyn**

## Après le rassemblement devant le siège de Goodyear (12 février), comment progresser encore vers le « Tous ensemble » ?



Rassemblement devant le siège de Goodyear le 12 février 2013 (photos Tendance CLAIRE)

Mardi 12 février au matin, près de 2 000 personnes se sont rassemblées devant le siège social de Goodyear France pour dire non aux plans de licenciements. Ce rassemblement était appelé par la CGT à l'occasion d'un comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de fermeture du site d'Amiens-Nord, où le syndicat est majoritaire à 86 %. Environ 750 salariés sur les 1 173 touchés par cette fermeture avaient fait le déplacement en car depuis leur usine pour faire entendre leur colère à la direction. Parmi les nombreux travailleurs-ses d'autres boîtes en lutte qui étaient venus les soutenir, il y avait notamment des délégations de PSA, ArcelorMittal, Renault, Sanofi, Fralib, Ford, Dunlop, Valeo et le collectif des Licenci'elles. Des militant-e-s du NPA, de Lutte ouvrière et du PCF étaient également présents pour manifester leur solidarité.

Sur les t-shirts rouges vif, on pouvait lire « Goodyear, patrons voyous ! », ou encore entendre les travailleurs-ses clamer « Les patrons licencient, licencions les patrons ! ». Plusieurs délégués syndicaux sont intervenus à la sono pour exprimer la colère et la dé-

termination des salarié-e-s. « Face à cette guerre du patronat, on n'a pas le choix, on se bat avec nos seules armes : grèves, occupations et manifestations ! », a lancé Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à PSA Aulnay. La délégation de salariés PSA avait fait une arrivée retentissante en scandant : « Goodyear, PSA : même combat ! » Jean Mangin, de la CGT ArcelorMittal, a réaffirmé la nécessaire convergence des luttes pour faire reculer « un gouvernement qui se dit de gauche, avec les travailleurs, mais qui ne fait qu'appliquer l'ultralibéralisme ».

Le 31 janvier dernier, la direction avait annoncé son projet de fermer le site d'Amiens-Nord en assurant que c'était « la seule option possible après cinq années de négociations infructueuses », renvoyant par la même occasion la responsabilité aux organisations syndicales et en particulier la CGT. Leur faute ? Avoir refusé de céder au chantage du groupe Titan qui se proposait de reprendre en partie l'activité du site... à condition de mettre à la porte 636 salarié-e-s ! Pendant le CCE, Arnaud Montebourg a fait savoir par communiqué que Titan se retirait

définitivement des négociations et qu'il avait donc chargé l'Agence française des investissements internationaux de rechercher un autre repreneur. De leur côté, les délégués de la CFDT et la CFE-CGC ont désigné le cabinet Secafi pour trouver des « alternatives pour éviter le PSE », préférant « négocier un plan de départs volontaires ». Les travailleurs-ses se sont d'ores et déjà donné rendez-vous au prochain CCE fixé le 7 mars.

Mickaël Wamen, secrétaire de la CGT Goodyear Amiens-Nord est intervenu plusieurs fois pour dénoncer l'absence d'arguments de la direction pour justifier la fermeture du site, mais aussi pour exhorter ses collègues à ne pas céder aux provocations de la police : « Les voyous, ce n'est pas nous, ce sont les patrons de Goodyear, d'ArcelorMittal ! » En effet, un dispositif impressionnant de 600 CRS avait été déployé tout autour du rassemblement pour protéger le siège de Goodyear et réprimer d'éventuels débordements. Dans la matinée, à la radio, Michel Sapin avait appelé « les salariés en colère » à « privilégier » le dialogue avec leur entreprises pour trouver des « solutions ». Malgré l'atmosphère visi-

blement tendue, les accrochages se sont finalement limités à quelques jets de bouteilles, canettes, peinture et œufs sur les CRS qui ont répliqué en lâchant du gaz lacrymogène.

Après le meeting à Sciences Po contre les licenciements et pour la convergence des luttes le 24 janvier, le rassemblement du 29 janvier au ministère du travail et le rassemblement de soutien aux travailleurs-ses de PSA Aulnay devant leur usine le 5 février, cette mobilisation avec les salarié-e-s de Goodyear est un nouveau pas vers la convergence des luttes. Mais il ne suffira pas de multiplier ces rendez-vous, qui restent partiels et ne permettent pas de surmonter l'atomisation des travailleurs-ses qui résistent.

Nous avons besoin de mettre sur pied une coordination nationale des boîtes mobilisées pour discuter collectivement des revendications et des actions à mener, notamment pour une grande manifestation nationale pour stopper tous les licenciements. Il faut lier ces licenciements avec les attaques que subissent les travailleurs-ses des autres secteurs, notamment les enseignant-e-s entré-e-s en lutte contre la réforme des rythmes scolaires et le projet de « refondation de l'école » et les autres fonctionnaires touché-e-s par les suppressions de postes massives. Enfin, nous devons mobiliser le plus largement possible contre l'accord dit de « sécurisation de l'emploi » signé par le MEDEF, la CFDT, la CFTC et la CGC. Les direc-

tions de la CGT et de FO, rejoints par Solidaires, appellent à manifester le 5 mars contre cet accord : c'est un point d'appui et nous devons tout faire pour que la mobilisation soit massive. Cependant, CGT et FO n'appellent à ce stade ni à la grève, ni à une manifestation centrale à Paris, et ne font pas le lien avec le combat contre les licenciements, pour la convergence des luttes. Nous devons donc nous appuyer sur les équipes combatives, dans nos syndicats à tous les niveaux pour imposer le tous ensemble, l'appel à la grève interprofessionnelle et une manifestation à Paris le 5 mars. Construisons le rapport de forces pour faire monter cette exigence dans tout le pays !

Constanza Marcia

---

## Rassemblement des Goodyear Amiens-Nord le 7 mars : Au-delà de la bataille judiciaire, impulser un regroupement général contre les licenciements

Quelques centaines de salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord se sont à nouveau rassemblés ce jeudi 7 mars devant le siège social de Rueil-Malmaison à l'occasion d'un deuxième comité central d'entreprise (CCE) sur le projet de fermeture du site. Quelques travailleurs-ses d'autres boîtes étaient aussi présent-e-s pour les soutenir, notamment une délégation venue de l'usine Fralib à Gémenos, ainsi que des militant-e-s du NPA et du PCF. Toutefois, ce rassemblement était nettement moins massif que le précédent qui avait eu lieu au même endroit le mardi 12 février dernier avec près de 2 000 salariés.

On ne peut pas en dire autant de la « mobilisation » policière qui est apparue renforcée lors de ce deuxième rendez-vous. Le ministère de l'ordre patronal

n'a pas lésiné sur les moyens : des centaines de CRS suréquipés, une demi-douzaine de camions anti-émeutes, un canon à eau et du gaz lacrymogène en abondance. Devant cette artillerie et malgré leurs moyens dérisoires, les ouvriers exaspérés n'ont pas tardé à répondre aux provocations par des jets d'œufs, bombes à peinture et quelques bouteilles et pneus brûlés. Les affrontements se sont soldés par des blessés à la fois chez les travailleurs et les policiers. Dans la soirée, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a violemment condamné les « agressions » et la « violence » contre les policiers, promettant des poursuites judiciaires. Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a rajouté une couche en déclarant que les salariés devaient privilégier « le dialogue plutôt que

*l'affrontement* » : comme si le patronat leur laissait le choix des armes ! À l'opposé, le gouvernement n'a pas dit un mot sur la violence de ses amis patrons lorsqu'ils licencent des milliers d'hommes et de femmes, brisant des vies et réduisant des familles entières à la pauvreté. Contre le patronat et ses défenseurs zélés, le NPA a réaffirmé tout son soutien « aux salarié-e-s, à leur colère et à leur révolte légitime », qualifiant à juste titre Manuel Valls de « bon petit soldat du capital ».

Malgré la forte mobilisation et la combativité exprimée lors du premier rassemblement le 12 février, celui-ci s'était conclu sans perspectives concrètes pour la lutte des travailleurs eux-mêmes. Comment élargir et renforcer leur mobilisation ? Quelles actions possibles avec les nombreux salariés

d'autres boîtes en lutte venus manifester leur solidarité ? Quelles revendications contre ces licenciements généralisés ? Autant de préoccupations urgentes et cruciales pour la suite de la mobilisation qui n'ont pas été clairement mises en avant, ni à ce moment-là, ni au rassemblement du 7 mars.

En revanche, ce qui ne cesse de se préciser dans les discours de la CGT Goodyear Amiens-Nord, ce sont les termes d'une nouvelle bataille judiciaire à coups d'expertises et de contre-expertises pour invalider le plan de fermeture de la direction. La dernière réunion du CCE a d'ailleurs été l'occasion pour les élus CGT et CFDT de voter quatre résolutions allant dans ce sens. Elles pointent des vices de procédure qui pourraient faire échouer à nouveau les plans de la direction, tout comme au début de la lutte des Goodyear en 2007 après l'annonce d'un projet initial de suppression de 400 emplois. La victoire de ce bras de fer juridique

avait fait reculer momentanément la direction, mais les emplois ont été régulièrement menacés depuis.

Outre ce combat juridique, un projet de société coopérative et participative (Scop) a été dévoilé lors d'un rassemblement à Amiens le 26 février par Mickaël Wamen, secrétaire CGT du site, et Fiodor Rilov, avocat de la CGT. Avec cette proposition, la CGT veut prouver qu'elle détient une solution « crédible » à opposer au projet de la direction. Les conditions d'une reprise de l'usine et de la marque Goodyear par les salariés n'ont pas encore été détaillées, mais de nombreuses interrogations apparaissent déjà quant à la capacité de la Scop à empêcher les licenciements. D'après Fiodor Rilov, ce projet devrait consister à « *réaliser exactement le même projet que celui qui devait être mis en œuvre par Titan* ».

Quand elles sont au rendez-vous, les victoires juridiques sont certainement des points d'ap-

pui pour redonner confiance aux salarié-e-s, mais les attaques répétées de la direction depuis 2007 démontrent qu'elles ne suffisent pas pour construire un rapport de force décisif et durable contre le patronat. L'urgence est de s'appuyer sur les boîtes en lutte comme Goodyear, PSA, Sanofi, etc., pour mettre en avant ce qui les unit. Dans nos boîtes, organisations, partis et syndicats, nous devons tout faire pour construire une mobilisation de plus en plus massive pour refuser tous les licenciements, ce qui passera nécessairement par la coordination de tous les travailleurs-ses qui résistent, dans les entreprises mais aussi dans la fonction publique. La seule issue gagnante contre l'offensive des patrons réside dans la convergence des luttes pour parvenir à une mobilisation d'ampleur de toute notre classe !

Constanza Marcia

## ÉCONOMIE

### Remise en cause de quelques idées reçues sur l'évolution des salaires et des profits depuis 1949

Dans le milieu de la « gauche radicale », et même largement au-delà, des « constats » aujourd'hui largement partagés sont rarement remis en question :

- la part des salaires dans la « valeur ajoutée » est plus basse que jamais, environ 10 points en dessous de ce qu'elle était lors des « Trente Glorieuses » (années 1950-1960)
- la forte remontée des profits (et du taux de profit<sup>1</sup>) n'aurait pas accru l'investissement, mais aurait

été captée par la « finance » (versement de dividendes, intérêts, etc.)

Ces « constats » sont souvent énoncés à l'appui d'une explication « sous-consommationniste » de la crise. Ce serait le partage de plus en plus inégal de la « valeur ajoutée », le niveau historiquement bas des salaires, qui serait la cause fondamentale de la crise.

Dans son dernier livre (*On a voté... et puis après ?*), Olivier Besancenot reprend à son compte cette explication de la crise, qu'il

impute à Marx :

« En s'attaquant au coût du travail, en réduisant les salaires, le pouvoir d'achat et en supprimant de l'emploi, les détenteurs de capitaux rétablissent, il est vrai, des taux de profit et des marges supplémentaires en leur faveur, mais sur la base 'un calcul à très court terme. En privant la population des moyens de consommer ce que les producteurs produisent, ils empêchent la société d'absorber les ressources produites. Les capita-

1. Il faut distinguer l'évolution de la « masse des profits » et l'évolution du taux de profit (qui rapporte la masse des profits au capital investi). Ainsi, le taux de profit peut baisser même si la masse des profits augmente : il faut pour cela que le capital investi augmente plus vite que la masse des profits. Néanmoins, le discours dominant dans la « gauche radicale » considère que la masse des profits ET le taux de profit ont fortement augmenté depuis les « Trente Glorieuses ».

listes disposent dès lors d'une production qui ne trouve pas de marchés solvables. L'offre ne correspond plus à la demande. C'est ce que l'on appelle la crise de surproduction et de suraccumulation, que Marx avait déjà décelée dans la société capitaliste, il y a plus de 150 ans, dans ses travaux sur la crise de 1857 » (p.55-56)

Sans discuter ici de l'analyse de la crise<sup>1</sup>, nous allons nous plonger dans les données de la comptabilité nationale française (établies par l'INSEE) disponibles depuis 1949, afin de vérifier la validité de ces « constats », et de façon plus générale, pour retracer les grandes tendances du partage de la « valeur ajoutée » des soixante dernières années.

### **Les données de la comptabilité nationale**

La comptabilité nationale<sup>2</sup> regroupe les « acteurs économiques » en six grands « secteurs institutionnels » :

- *les sociétés non financières* : entreprises qui produisent des biens et services marchands non financiers
- *les sociétés financières* : principalement les banques et assurances qui fournissent des « services d'intermédiation financière »
- *les administrations publiques* : l'Etat, les collectivités locales, la Sécurité sociale
- *les ménages* : consommateurs et entrepreneurs individuels
- *les institutions sans but lucratif* : associations qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages

– *le reste du monde* : acteurs non-résidents dans la mesure où ils ont des relations avec des acteurs résidents

**Le secteur capitaliste, qui constitue le champ de cette étude, regroupe les sociétés non financières et les sociétés financières.** Même si la plupart des études sur le partage de la valeur ajoutée concernent uniquement le champ des sociétés non financières, il nous semble plus pertinent d'inclure le secteur financier, dont le poids est croissant dans l'économie.

La **valeur ajoutée** dégagée par les entreprises capitalistes est égale à la valeur de la production (principalement les ventes) diminuée des consommations intermédiaires (biens et services entièrement consommés dans le processus de production).

La valeur ajoutée au « prix d'acquisition » mesure la valeur de la production par le prix effectif payé par l'acheteur au moment de l'achat des produits. La valeur ajoutée au « prix de base » ôte à la valeur de la production au « prix d'acquisition » le montant des impôts nets (impôts – subventions) sur les produits, principalement le montant de la TVA. Enfin, la valeur ajoutée au « coût des facteurs » ôte en outre les impôts nets sur la production (taxes locales), voir Figure 1A.

La valeur ajoutée des secteurs institutionnels est mesurée par l'INSEE au « prix de base » : elle inclut les salaires, l'excédent brut d'exploitation (EBE), et les impôts nets sur la production (mais pas les impôts nets sur les produits), voir Figure 1B. Exclure une partie seulement des impôts

payés par les entreprises de l'EBE n'a pas de sens économique. C'est pourquoi nous avons calculé un « **EBE élargi** » qui inclut les impôts nets sur les produits dans l'EBE. On peut ainsi décomposer la valeur ajoutée des entreprises en deux composantes : les salaires, et l'EBE élargi ; il s'agit du profit au sens large dégagé par les entreprises, une fois payé les consommations intermédiaires et les salaires.

On peut distinguer quatre utilisations ou emplois de ce profit au sens large :

- le paiement des **impôts** (impôts sur la production, impôt sur les produits, impôts sur le bénéfice des sociétés, etc.) nets des transferts reçus (comme les aides à l'investissement de l'Etat)
- la distribution des **revenus nets**<sup>3</sup> de la propriété : intérêts, dividendes, et autres
- l'investissement (**formation brute de capital fixe**) : achat de capital fixe (d'une durée de vie d'au moins un an)<sup>4</sup>
- l'acquisition d'autres actifs : variation des stocks et acquisitions d'actifs non produits (terrains, gisements, fonds commerciaux, brevets<sup>5</sup>)

Les emplois de ce profit ne sont pas forcément égaux à la valeur de l'EBE élargi :

- s'ils sont supérieurs, les entreprises ont un « **besoin de financement** » : elles doivent emprunter des ressources supplémentaires pour couvrir leurs dépenses. La somme de l'EBE élargi et des fonds empruntés constitue les « ressources disponibles » pour faire face aux emplois.
- s'ils sont inférieurs, les entreprises dégagent une « **capacité**

1. Sur l'analyse de la crise, on pourra consulter sur le site de la Tendance CLAIRE du NPA notre présentation qui a été faite lors de la dernière université d'été du NPA (<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-402.pdf>).

2. On pourra consulter l'excellent ouvrage « La comptabilité nationale » de Jean-Paul Piriou et Jacques Bourinay pour en savoir plus sur la comptabilité nationale.

3. Revenus NETS car les unités d'un secteur institutionnel versent des revenus de la propriété (dividendes, intérêts, etc.) mais elles en reçoivent également des autres secteurs institutionnels. Si les revenus reçus sont supérieurs (respectivement inférieurs) aux revenus versés, alors les revenus nets sont positifs (respectivement négatifs).

4. L'investissement concerne (en principe) les achats de moyens de production d'une durée de vie d'au moins un an (et donc qui s'amortissent sur plusieurs années), alors que les consommations intermédiaires concernent les achats de moyens de production d'une durée de vie inférieure à un an.

5. La dénomination d'actifs « non produits » est malheureuse pour les brevets, puisque ceux-ci ne tombent pas du ciel...

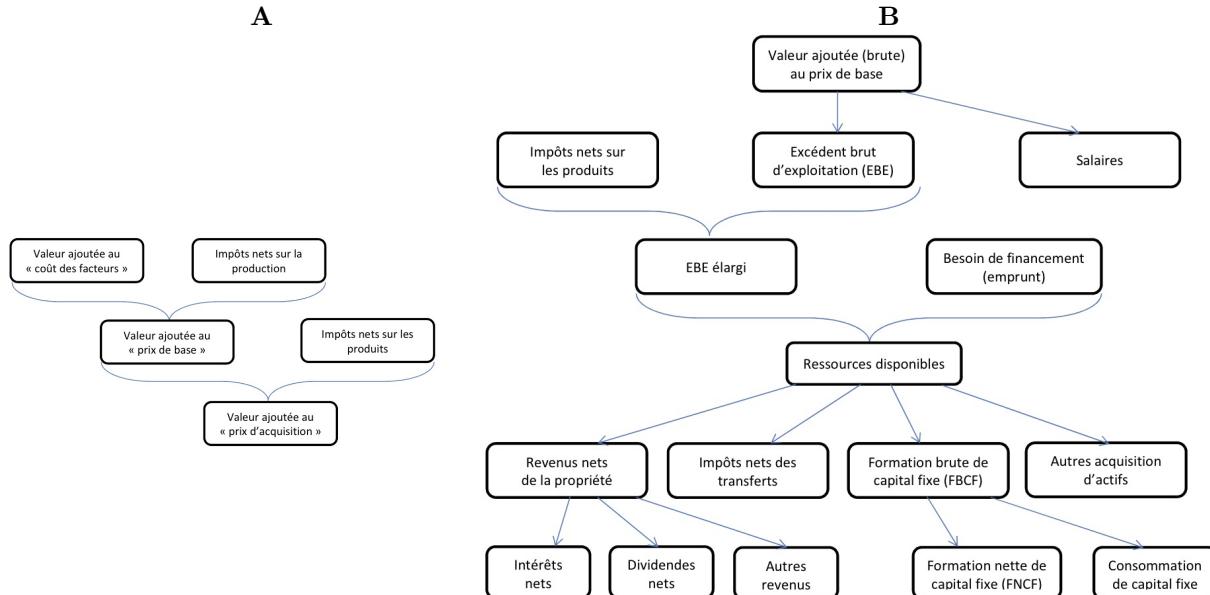


FIGURE 1 – Composition des différentes mesures

**de financement** » : elles peuvent prêter à d'autres secteurs institutionnels.

Il faut distinguer l'investissement brut (formation brute de capital fixe) et l'investissement net (**formation nette de capital fixe**). Une partie de l'investissement brut remplace le stock de capital fixe déclassé (amortissement ou « consommation de capital fixe » dans le jargon de la comptabilité nationale), et une autre partie (l'investissement net) augmente la capacité de production. Cette distinction permet de comprendre que la valeur ajoutée (brute) ne mesure pas réellement la valeur « ajoutée » aux moyens de production puisque celle-ci inclut le coût du remplacement des moyens de production déclassés. La véritable « valeur ajoutée » est la **valeur ajoutée nette** qui est égale à la valeur ajoutée brute diminuée des amortissements. De même, on définit l'**excédent net d'exploitation** (ENE) – véritable mesure du profit – qui est égal à l'EBE diminué des amortissements. Il faut néanmoins signaler que le calcul des amortissements par l'INSEE est très approxima-

tif et discutable (et déconnecté des amortissements fiscaux de la comptabilité d'entreprise), si bien que les agrégats « nets » sont à utiliser avec prudence. C'est une des raisons qui expliquent que ce sont le plus souvent les agrégats « bruts » qui sont commentés (à commencer par le produit intérieur brut) alors qu'ils sont moins pertinents que les agrégats « nets » puisqu'ils ne font pas la différence entre ce qui relève de la croissance et du simple renouvellement<sup>1</sup>.

### Les parts des salaires et des profits dans la valeur ajoutée

Voir Figure 2.

Premier constat : il y a bien eu une hausse de la part de l'EBE de 9 (pour les sociétés non financières) à 10 points (pour l'ensemble des entreprises) dans le partage de la valeur ajoutée entre 1982 et 1989.

Mais ce qui s'est passé entre 1982 et 1989 est une partie de l'histoire. En effet, dans les années 1970, la part de l'EBE avait baissé d'un peu plus de 6 points. Depuis la fin des années 1980, la part de l'EBE est restée globa-

lement stable jusqu'au déclenchement de la crise de 2008, où elle a baissé nettement. C'est un phénomène habituel lors des crises : la masse salariale s'ajuste partiellement et avec retard à la chute ou au ralentissement de la production.

Au final, la part de l'EBE dans la valeur ajoutée est à peu près aujourd'hui au même niveau que la part moyenne de l'EBE dans les années 1950 et 1960 pour l'ensemble des sociétés (supérieure d'un point environ pour les sociétés non financières). Donc l'idée selon laquelle la part des profits serait aujourd'hui nettement supérieure à celle qu'elle était dans les *Trente Glorieuses*, est totalement fausse. La part des salaires aujourd'hui est d'environ 2 à 3 points inférieurs à ce qu'elle était dans les années 1950-1960. C'est la part des impôts nets sur la production qui a augmenté depuis la guerre, si bien que la part de l'EBE élargie est de 2 à 3 points supérieure à ce qu'elle était pendant les *Trente Glorieuses*. Si on lissee les ef-

1. On pourra lire avec intérêt l'article « Pourquoi le produit intérieur net devrait remplacer le produit intérieur brut comme mesure de la croissance économique » de Roland Spant : <http://www.csls.ca/ipm/7/spant-f.pdf>

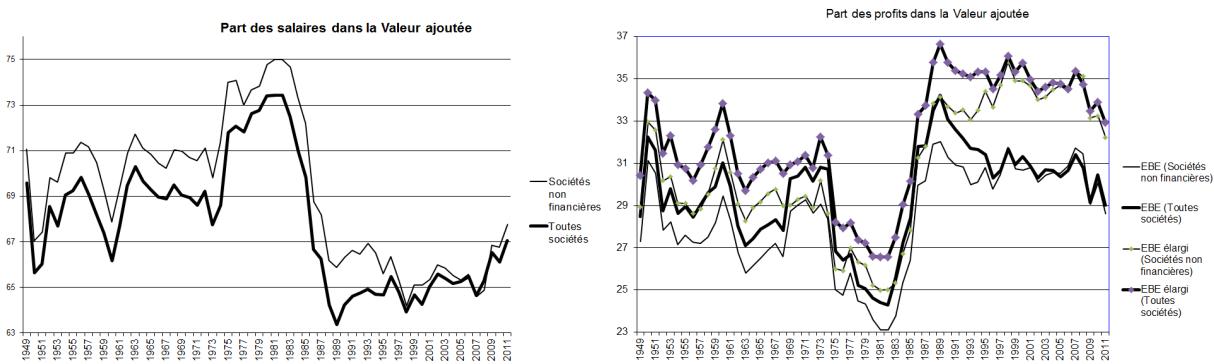


FIGURE 2 – Part des salaires et des profits dans la valeur ajoutée

fets de la crise (qui a vu la part des salaires augmenter)<sup>1</sup>, on constate que la part moyenne des salaires de ces 10 dernières années est inférieure de 3 à 4 points à ce qu'elle était en moyenne dans les années 1950-1960. On est très loin de la perte de 10 points agitée par certains.

### **Le mythe de la baisse de l'investissement relativement aux revenus du capital**

Il est instructif de mettre en rapport les différentes composantes du profit avec les ressources dont disposent les entreprises, voir Figure 3. On constate les faits stylisés suivants :

**la très forte hausse de l'EBE élargi dans les années 1980 a été utilisée par les entreprises pour se désendetter**, si bien que les ressources disponibles (pour l'investissement, les impôts, le versement de revenus du capital) n'ont pas augmenté. Alors que les entreprises étaient structuellement en besoin de financement lors des *Trente Glorieuses*, elles ont tendu vers l'autofinancement de leurs investissements à partir du début des années 1990 (avec

néanmoins une montée de l'endettement dans les années 2000, avant la crise, pour les sociétés non financières)

En pourcentage des ressources disponibles, on constate une **remarquable stabilité de la part de l'investissement depuis 1949**. La part des investissements a d'ailleurs classiquement tendu à augmenter avant le déclenchement des crises (au début des années 1990 et vers le milieu des années 2000).

En pourcentage des ressources disponibles, on observe une hausse tendancielle de la part des revenus de la propriété des années 1950 à la crise de 1993 ; puis une chute importante dans les années 1990 ; et enfin une stabilité globale dans les années 2000, si bien que la **part des revenus de la propriété est aujourd'hui proche de ce qu'elle était dans les années 1950-1960**

En pourcentage des ressources disponibles, **la part des impôts** (nets des transferts) a augmenté dans les années 1990 (après la crise de 1993) pour atteindre un **maximum historique au début des années 2000, avant de baisser depuis 2005** (pour rester néanmoins à un niveau supérieur à ce-

lui des *Trente Glorieuses*), voir Figure 4.

L'idée martelée par les antilibéraux selon laquelle les capitalistes investissent une partie de moins en moins importante de leurs profits pour se « gaver » est donc totalement fausse. Elle est pourtant reprise jusque dans nos rangs. Ainsi, Henri Wilno explique dans un article récent que « *le choix des entreprises a donc été de continuer à augmenter les dividendes plutôt que d'investir dans l'innovation* »<sup>2</sup>, avec pour preuve un graphique qui montre l'augmentation de la part des dividendes (qui ne sont qu'une partie des revenus du capital ; cf. paragraphe suivant). Or, les capitalistes n'ont pas fait la « grève » de l'investissement : la faiblesse de l'investissement, et donc de la croissance, ne s'explique pas par une modification du comportement des capitalistes, mais par la faiblesse du taux de profit depuis la fin des *Trente Glorieuses*, cette fameuse loi de la baisse tendancielle du taux de profit, niée ou moquée par la plupart des économistes se revendiquant pourtant du marxisme<sup>3</sup>. Voir Figure 5A.

1. Lors de chaque crise, la part des salaires tend à augmenter, du moins en France où le marché du travail n'est pas totalement flexibilisé. En effet, avec la crise, la production chute, et comme les emplois (et les salaires) ne s'ajustent pas immédiatement à la baisse, la productivité tend à baisser, et ce sont donc les profits qui « absorbent » la plus grande part du choc.

2. Henri Wilno, « La compétitivité, une ‘dangereuse obsession’ capitaliste », Revue Tout est à nous de décembre 2012, <http://www.npa2009.org/content/la-comp%C3%A9titivit%C3%A9-\T1\guillemotleft-une-dangereuse-obsession-\T1\guillemotright-capitaliste>

3. Pour en savoir plus sur notre critique des analyses antilibérales, on pourra se reporter à « Le contre-rapport d'Attac et de la fondation Copernic sur la compétitivité : inconsistance de l'antilibéralisme » (décembre 2012) : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-429.pdf>

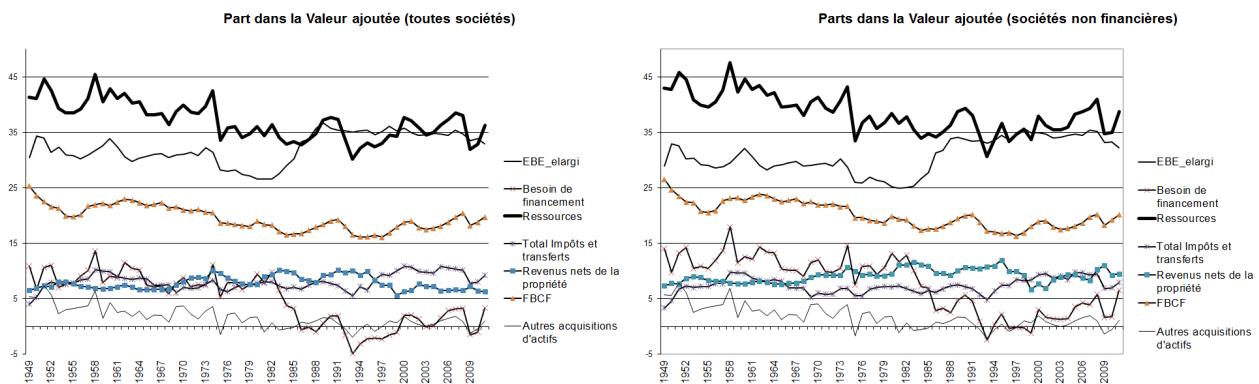


FIGURE 3 – Part des différentes composantes du profit dans la valeur ajoutée

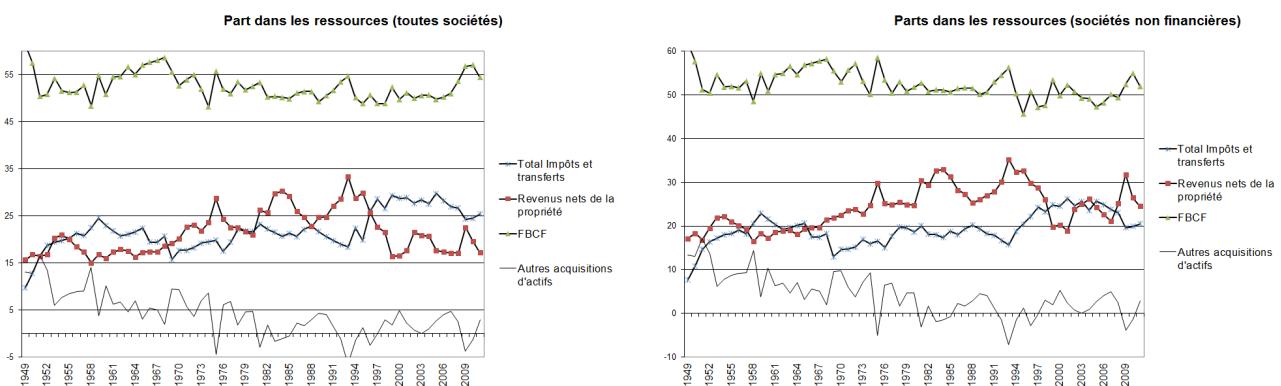


FIGURE 4 – Part des différentes composantes du profit dans les ressources

## **La stabilité des revenus du capital : la hausse des dividendes est compensée par la baisse des intérêts**

Voir Figure 5C,D.

La stabilité globale de la part des revenus nets de la propriété dans la valeur ajoutée cache des évolutions contrastées de ses deux grandes composantes : les intérêts et les dividendes. **La part des dividendes dans la VA a augmenté continûment depuis le début des années 1980**, passant de 3% à 6% aujourd’hui (9% pour les seules sociétés non financières). Mais **cette hausse a été entièrement contrebalancée par une baisse de la part des intérêts** (qu’on peut expliquer par le désendettement des entreprises à partir des années 1980 et la baisse des taux d’intérêt à partir des années 1990). Il n’est donc pas correct de se focaliser sur l’évolution des seuls dividendes pour en extra-

poler une évolution de l’ensemble des revenus du capital !

## **Annexe 1 : Le basculement de l’endettement privé à l’endettement public**

Voir Figure 5E,F,G.

Les besoins de financement des sociétés non financières n’ont cessé de s’accroître depuis l’après-guerre jusqu’à la fin des années 1970, si bien que les versements d’intérêts nets ont fortement augmenté pendant cette période. Puis les entreprises ont fortement diminué leurs besoins de financement dans les années 1980, mais la charge d’intérêts n’a pas diminué, car les taux d’intérêt ont flambé dans les années 1980. En revanche, la charge d’intérêts a fortement diminué dans les années 1990 grâce à la forte baisse des taux d’intérêt, avant de remonter légèrement dans les années 2000 avec l’acquisition de l’endettement. Ce

désendettement des entreprises a été contrebalancé par une montée de l’endettement public.

## **Annexe 2 : L’évolution défavorable du profit net par rapport au profit brut**

Voir Figure 5B.

Il est intéressant de s’intéresser à l’évolution du profit « net », c'est-à-dire déduction faite de l’amortissement du capital fixe, qui est la « vraie » mesure du profit puisqu’elle exclut les sommes engagées à la simple reproduction du capital fixe (par opposition à son accroissement). Avec toute la réserve qu’il faut avoir sur la qualité de la mesure de l’amortissement (« consommation de capital fixe » dans le jargon de la comptabilité nationale), on constate que la part du « profit net » (excédent net d’exploitation) dans la valeur ajoutée nette de l’ensemble des sociétés a baissé de 9 points entre son

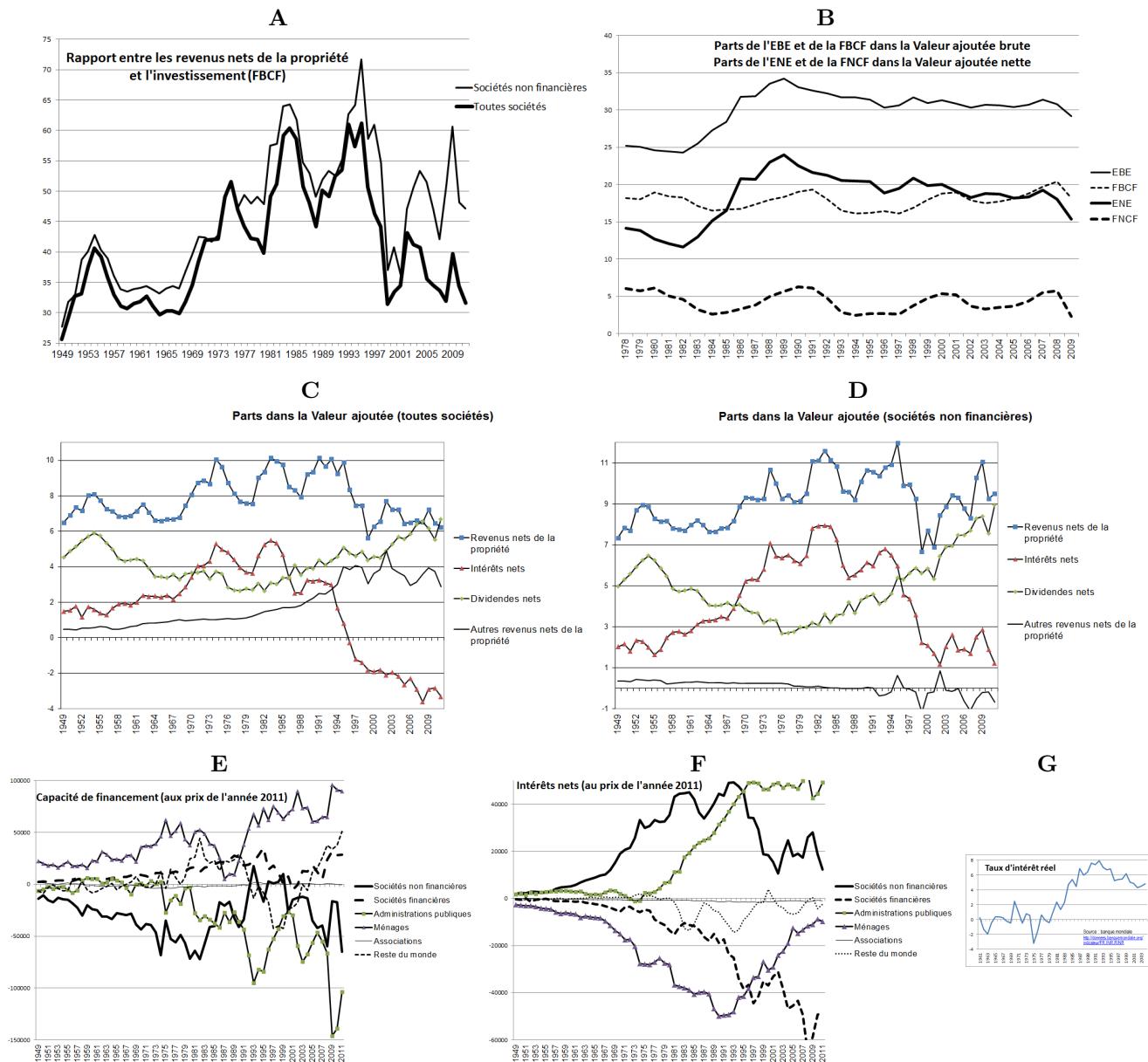


FIGURE 5

pic de 1989 et aujourd’hui, alors que la part du « profit brut » (ex-cédent brut d’exploitation) dans la valeur ajoutée brute a baissé de seulement 5 points sur la même période. Ainsi, la part du « profit net » est très proche de son

creux historique du début des années 1980 (et vraisemblablement nettement en dessous de la valeur moyenne des *Trente Glorieuses*<sup>1</sup>) alors que la part du « profit brut » est 5 points au-dessus de ce point bas du début des années 1980.

Ainsi, les estimations usuelles du profit (faîtes en « brut ») surestiment la part des profits dans la valeur ajoutée, qui est déjà courramment surestimé chez la plupart des commentateurs.

Gaston Lefranc

1. La comptabilité nationale française ne dispose pas de données antérieures à 1978 pour l’amortissement du capital (consommation de capital fixe), et donc pour l’estimation des agrégats « nets ».

### Construire le parti, donc une grande tendance révolutionnaire

À notre avis, la majorité issue du congrès (PX) ne permettra pas de sortir notre parti de la crise. Les débats de fond, le bilan et les discussions concrètes sur notre intervention ont été évités. L'idéalisation des principes fondateurs et l'appel au rassemblement sur des formulations floues ont encore marché.

Mais sur le fond, la dérive s'aggrave. La direction concentre son orientation sur l'*« alternative politique »* avec le Front de gauche et l'objectif d'un « gouvernement anti-austérité » qui ferait appel à l'État pour « diriger l'économie ». Cela revient à semer des illusions sur l'État capitaliste comme sur le FdG qui non seulement refuse de combattre le gouvernement, mais défend un programme antilibéral incapable de mettre fin à l'austérité, car cela est impossible sans sortir du capitalisme ! Cette ligne se retrouve aussi dans le soutien à peine critique à Syriza, le FdG grec. On comprend la satisfaction des camarades de la GA encore au NPA (NPA U), voire qui ont la double carte NPA/FdG !

Ce profil est hélas incompréhensible et paralysant. Incompréhensible pour celles et ceux qui ne voient pas la différence entre nous et le FdG. Paralysant pour les militantEs qui ont besoin d'un outil pour que les luttes gagnent enfin. On est loin d'un NPA qui redonne espoir, qui ose affirmer l'identité révolutionnaire ! On est loin d'un parti qui donne la priorité à la lutte des classes alors que la crise s'aggrave !

Dès les prochaines élections, le problème habituel va resurgir. Un texte voté en fin de congrès laisse librement la possibilité d'accords locaux avec le FdG. Nous regrettons que les camarades de la W aient proposé ce texte, consé-

quence de leur refus d'une orientation propre.

Nous partageons cependant avec la plateforme W la nécessité de faire le lien entre les luttes immédiates et notre projet de société, et de faire vivre le NPA démocratiquement, sans logique d'appareils. C'est pourquoi nous avons lutté avec ces camarades et d'autres pour faire respecter les votes des AG sur le fonctionnement. Mais la rotation des mandats a été revotée et les dirigeantEs X et Y, très opposés contrairement à la base, l'ont vidée de son intérêt : ils/elles resteront encore 8 ans, sans compter toutes les années précédentes...

En ce qui concerne la PY, nous avons pu vérifier l'accord fondamental entre nous : refus de la dérive et priorité à la lutte des classes. Nous saluons la volonté d'une « logique transitoire », mais nous ne la comprenons pas de la même façon puisque les camarades Y ne veulent pas articuler systématiquement les revendications immédiates à l'objectif du gouvernement des travailleurs et de la société socialiste. De plus, les camarades sous-estiment à notre avis l'importance du combat dans les syndicats, pour la constitution d'un courant antibureaucratique autour des équipes combatives. Cependant, nos larges accords devraient se traduire par la recherche commune d'un programme révolutionnaire d'intervention. C'est pourquoi nous avons tant insisté pour en discuter avant et pendant le congrès — malheureusement en vain.

Nous avons défendu jusqu'au bout le projet Z : pour un NPA révolutionnaire, internationaliste et démocratique, pour le communisme, un programme de transition axé sur le gouvernement des travailleurs, la construction en

priorité dans la classe ouvrière, sans négliger les luttes écologistes, féministes, LGBTI.

Nous avons sans relâche cherché à peser sur les débats de façon constructive. Les camarades de la Y ont proposé au congrès une « feuille de route » pour les campagnes prioritaires (licenciements, NDDL, Mali...). Nous avons proposé un ajout sur la nécessité de construire un pôle alternatif aux directions syndicales et de mobiliser contre l'accord dit de « sécurisation de l'emploi ». Les camarades l'ont intégré et nous avons donc voté la « feuille de route ». Nous regrettons que cela n'ait pas été le cas d'une majorité (X, W, mais aussi CCR).

Sur la base de cette feuille de route et des points communs Y-Z, ainsi qu'avec les camarades W qui se reconnaissent dans les orientations Y ou Z, nous proposons d'ouvrir la discussion pour aller vers une grande tendance révolutionnaire utile au NPA et aux travailleurs/ses. Nous devrons discuter du fond car nous avons des divergences et cette tendance ne pourra être que pluraliste. Mais la priorité, si nous voulons construire le parti malgré l'obstacle de l'orientation majoritaire à ce stade, c'est de regrouper les partisanEs d'un NPA révolutionnaire, s'implanter ensemble dans la classe ouvrière en commençant par les secteurs les plus concentrés, prendre ensemble des initiatives pour avancer vers la convergence, impulser l'auto-organisation, combattre l'orientation des directions syndicales qui collaborent avec le gouvernement et constituer un pôle alternatif en s'appuyant sur les équipes combatives.

**Tendance CLAIRE et délégation Z de la Meuse**



Délégation de sans-papiers lors du meeting du Congrès



L'Internationale en clôture du Congrès (Photothèque Rouge)

## Déclaration de la plateforme Z en clôture du Congrès

La direction sortante a gagné une courte majorité sur la base d'un texte qui prépare les conditions d'une aggravation de la crise. Elle ne propose rien de concret pour la construction du parti, aucune priorité d'implantation et d'intervention. Sur le fond, au motif d'« opposition de gauche », d'« alternative politique commune » et de « gouvernement anti-austérité », elle veut trancher la question du pouvoir dans un sens qui s'éloigne de la stratégie révolutionnaire. Pour recevoir les voix de camarades sensibles à la pression du « rassemblement » du parti, elle a semé la confusion entre « gouvernement anti-austérité », qui suppose le maintien de l'État bourgeois, et « gouvernement des travailleurs », qui implique au contraire un processus révolutionnaire en acte.

Les formules qu'elle propose ouvrent la voie à un « gouvernement de gauche » avec des réformistes et des antilibéraux dans le cadre des institutions du capitalisme. Ce tournant se fait sous la pression du Front de Gauche qui appelle au rassemblement de

« l'autre gauche » dans la perspective, justement, « d'un gouvernement anti-austérité ». Il s'agit d'une clarification sur la droite des principes fondateurs.

C'est pourquoi nous entendons poursuivre le combat contre cette orientation désastreuse. Notre politique n'a pas vocation à rester minoritaire. Il y aura des évolutions dans le parti face aux événements de la lutte des classes et aux échéances politiques qui nous attendent. Nous nous appuierons sur les progrès sensibles de la PZ à ce congrès, alors que les autres plateformes s'effondrent en chiffres absous. Nous nous adressons tout particulièrement aux camarades de la PY et à toutes celles et ceux qui se retrouvent sur nos orientations pour constituer un front contre l'orientation de la direction. Et nous proposons de reconstruire le parti dans la lutte des classes autour des axes suivants :

- indépendance politique du NPA à l'égard du Front de gauche : aucune alternative politique commune n'est possible ;
- implantation du parti dans la classe ouvrière, en commençant

par les secteurs stratégiques, par la constitution de groupes de travailleurs/ses autour de bulletins permettant de s'approprier nos propositions et d'y contribuer ;

– au moment où le mouvement ouvrier commence à déployer ses forces, comme ici en France avec PSA, Renault, Goodyear, Sanofi, initiatives dans les luttes pour les soutenir, impulser l'auto-organisation, la convergence ;

– front unique pour l'action avec les organisations du mouvement ouvrier, de la base au sommet, en créant un rapport de forces par nos initiatives, en combattant l'orientation des directions syndicales qui collaborent plus que jamais avec le patronat et le gouvernement, en constituant un pôle alternatif ;

– orientation internationaliste et anti-impérialiste systématique, combinant soutien aux peuples opprimés et travailleurs/ses en lutte et combat contre notre propre impérialisme.

**Déclaration lue à la fin du Congrès par notre camarade Ludovic au nom de la plateforme Z**

## **Intervention de M. (déléguée Z, TC, NPA Gard) sur le bilan**

Il est absolument inacceptable que lors d'un congrès aucun bilan préalable ne soit fait sur les raisons de la crise que traverse le NPA.

Ne pas les analyser sérieusement et collectivement condamne le parti à continuer comme si de rien n'était au lieu de clarifier les questions de fond.

A Nîmes, dans le Gard et plus largement en Languedoc Rousillon nous avons été décimés par le départ des membres de la GA au Front de Gauche. Après une année de crise interne nous avons été obligés de démultiplier nos efforts pour assurer la campagne présidentielle. Le lien entre la direction nationale et notre comité a été pratiquement rompu et c'est grâce à la détermination de quelques camarades toutes tendances confondues

y compris la mienne : la P4 que nous avons pu nous maintenir.

Continuer comme si de rien n'était et s'orienter vers un parti large serait suicidaire. Bien sûr nous voulons gagner de nouveaux militants parmi les jeunes révoltés et les travailleurs radicalisés mais cela ne se passera pas dans un parti sans délimitation programmatique. L'expérience des partis larges montre que cela conduit à l'échec. Je suis bien placée pour vous le dire car avant d'être à la LCR j'ai été au PSU qui refusait de choisir entre réformisme et révolution, entre lutte de classe et logique institutionnelle sous la direction de Rocard qui a fini au PS...

C'est exactement le même problème que l'on retrouve dans le PSOL au Brésil, RESPECT

en Grande Bretagne et dans le BLOCO de ESQUERDA au Portugal. C'est cette même logique qui a conduit le GA, c'est-à-dire une grande partie de la direction de la LCR, à rejoindre le Front de Gauche. C'est ce qu'il faut clarifier pour le refuser et c'est ce que malheureusement fait la P X.

En effet sans un programme révolutionnaire clair nous ne pourrons pas nous construire dans et avec la classe ouvrière. C'est ainsi que notre parti n'a pas été capable de gagner celles et ceux qui ont lutté pour les retraites.

Il faut que ce congrès mène la discussion sur notre programme et nos tâches de construction en priorité dans la classe ouvrière.

**M. (PZ, TC, Gard)**

---

## **Intervention de C. (délégué Z, TC, NPA Meuse)**

Salut camarades,

Je viens de la Meuse où le vote PZ a été largement majoritaire.

En voici l'explication : ce vote PZ est présenté par bien des camarades comme étant « hors du temps », « suspendu en l'air », « incantatoire » ou « faisant appel à des formules bibliques ».

Or, en Meuse, nous avons fondé la LCR en 2003 rien qu'avec des nouveaux militants et ce sont encore exclusivement des nouveaux militants qui nous ont rejoints et continuent à nous rejoindre depuis la fondation du NPA. Je peux donc vous garantir que chez nous les « formules bibliques », on ne connaît pas. On aurait même besoin d'une solide formation en formules bibliques si le cœur vous en dit...

Nous nous sommes implantés à la fois dans le milieu ouvrier et

dans le milieu écologiste radical puisque nous avons le site de Bure, prévu pour l'enfouissement des déchets radioactifs contre lequel nous militons activement.

Et on s'y est implanté parce qu'on y a tenu partout le même discours : celui de la clarté et de la radicalité.

De la clarté par rapport au Front de gauche et aux réformistes : nous avons toujours dit qu'il n'était pas possible de faire d'alliance politique avec ceux qui proposent un bon gouvernement, une bonne politique dans le cadre des institutions actuelles. Nous avons toujours annoncé que nous étions au NPA pour renverser le capitalisme et nous continuons à le dire partout où nous allons, que ce soit dans le milieu écolo ou dans le milieu ouvrier : nous sommes clairs là-dessus.

Et cela ne fait pas peur aux gens ! Cela ne les fait pas fuir.

En 2009, nous avons créé le CRO (Collectif de résistance ouvrière Meuse/Haute-Marne) avec une dizaine de boîtes en lutte. Cela partait bien, il y avait un début de convergence des luttes qui se mettait en place et Olivier Besancenot est même venu soutenir ce mouvement.

Eh bien, ce sont les bureaucraties syndicaux et du Front de gauche qui sont venus détruire ce qu'on essayait de créer, qui ont rappelé les ouvriers à l'ordre et au respect des échéances syndicales. Après cela, il est donc difficile pour nous de travailler avec eux.

Malgré tout, nous avons semé des graines et gardé des sympathies dans le milieu ouvrier et même des adhérents puisque nous avons 10 ouvriers sur 40 adhérents

dans notre département.

Dans le milieu écolo, c'est pareil, on est accueilli à bras ouverts à la Maison de la résistance à Bure alors que les autres partis sont persona non grata.

Et pourtant, nous leur tenons notre discours « sectaire, incantatoire, hors du temps ». Allez comprendre pourquoi cela marche...

En fait nous pensons que défendre le discours de la radicalité, celui d'un NPA ouvertement révolutionnaire qui pose clairement la question du renversement du capitalisme et du projet de société qui va avec, le gouvernement des travailleurs, la société socialiste, que tout cela ce n'est pas du tout hors du temps les camarades !

On se trompe si on pense cela ! C'est justement en phase avec les besoins actuels !

Depuis la chute du mur de Berlin, tous les espoirs d'une société socialiste ont été anéantis, ont dis-

paru du discours politique.

Et nous en face en tant que NPA, on mettrait cela sous l'éteignoir ? On réserveraient cela aux textes de congrès ?

Mais non, c'est dans notre propagande de tous les jours, sur le terrain et dans l'expression courante de nos porte parole qu'il faut parler de cela.

Parler de notre projet de société – et là je rejoins complètement les camarades de la PF W – cela permet aussi d'alimenter les luttes. Ce n'est pas seulement les luttes qui permettent de déboucher sur le projet politique. C'est les deux : c'est dialectique !

En tout cas, les camarades, si l'on croit que les gens vont nous rejoindre, ou se mettre en mouvement, simplement avec la perspective d'un vague « gouvernement anti-austérité » que le Front de gauche propose d'ailleurs, ou avec la perspective d'une « opposition

de gauche » que le Front de gauche propose aussi, eh bien on fait erreur tout simplement.

Nous dans la pratique, la politique qu'on met en œuvre sur le terrain et qui marche, c'est la politique proposée par la Z.

Et de cette politique, on pense que les gens en ont besoin maintenant : que ce soit à l'usine, au bureau ou au bistrot, c'est toujours la question qu'on nous pose : qu'est-ce que vous mettez à la place de cette société capitaliste ?

Nous on propose de le dire, tout simplement, et ce n'est pas de l'incantation.

Alors voilà, nous pensons que demain, comme en Meuse, les idées de la Z peuvent devenir majoritaires à l'intérieur du parti et c'est pourquoi nous allons poursuivre le débat d'idées et continuer à faire des propositions pour un NPA plus révolutionnaire.

C. (PZ, TC, Meuse)

## Introduction au débat sur l'orientation (pour la plateforme Z)

Nous tenons notre congrès au moment même où, en Égypte, la classe ouvrière et le peuple pauvre poursuivent et approfondissent leur mobilisation : après avoir chassé Moubarak, ils veulent chasser Morsi. Depuis que les masses se sont mises en mouvement, en moins d'un an, elles ont compris que les Frères Musulmans ne sont qu'un autre visage de l'exploitation capitaliste et de l'oppression.

L'Égypte est parcourue par une vague sans précédent de grèves, de créations de nouveaux syndicats, d'expulsions de directeurs d'entreprise, de mises en place de comités de gestion par les travailleurs, de manifestations de masses où l'on entend « *Morsi dégage* » et « *le peuple veut la chute du régime* », parcourue par des at-

taques des locaux des Frères Musulmans, des immeubles des gouvernorats et de postes de police, par des manifestations défiant le couvre feu décrété par Morsi : c'est nouvelle poussée révolutionnaire.

Mais, face à cela, tous les partis d'opposition, regroupés dans le Front de Salut National, y compris jusqu'à maintenant à ma connaissance les petites organisations qui se disent révolutionnaires, réclament... *un gouvernement d'unité nationale FSN-Frères Musulmans et de nouvelles élections !*

Bien sûr, la situation en France n'est pas la même qu'en Egypte, mais, en tant qu'internationaliste, nous devons intégrer dans notre démarche, notre orientation et notre pratique, ces processus qui sont en train de bouleverser la

situation, tout comme ont commencé à le faire, quoiqu'à une plus petite échelle, la grève générale de Guadeloupe, la mobilisation contre la réforme des retraites, les très nombreuses journées de grève en Grèce, avec encerclement du Parlement, le mouvement des Indignés en Espagne, etc. Et nous devons nous préparer pour les affrontements de classe majeurs qui se préparent, car les capitalistes ne pourront résoudre la crise à leur avantage qu'en écrasant le niveau de vie du prolétariat.

1) La première conclusion à en tirer, c'est que le combat pour la révolution n'est ni une chose du passé, ni une belle idée pour un avenir lointain, mais *une perspective actuelle que nous devons mettre en avant sans complexe* tous les jours dans

notre activité, dans les interventions de nos porte-paroles, dans nos tracts, dans notre presse. C'est ce combat qui donne sens à toutes les luttes quotidiennes auxquelles nous participons.

L'un de nos porte-parole interrogé par un journaliste sur la société que veut le NPA, a répondu : « *pour le moment, on ne sait pas trop encore* ». Mais si on parle ainsi, comment attirer les travailleurs radicalisés, les jeunes révoltés, les écologistes radicaux ?

Nous sommes pour l'auto-émancipation : nous ne pouvons donc pas dire en détail comment sera cette nouvelle société débarrassée de toute exploitation et de toute oppression. Mais nous devons assumer sans complexe ses contours fondamentaux : nous voulons **une société communiste autogérée**, une société où les moyens de production soit une propriété sociale et gérés par les travailleurs eux-mêmes, car c'est la condition pour pouvoir planifier la production afin de l'adapter aux besoins humains, protéger l'environnement, réduire le temps de travail et de mener jusqu'au bout la lutte contre toutes les formes d'oppression.

Et nous devons apprendre à populariser cette perspective en s'appuyant sur les mouvements révolutionnaires réels de notre époque, quelles que soient leurs limites, et sur les expériences d'auto-gestion ouvrière.

**2)** La deuxième conclusion à en tirer, c'est qu'on ne doit pas séparer d'un côté les revendications immédiates, économiques et démocratiques, dans les interventions quotidiennes de nos porte-parole et, de l'autre les revendications maximales pour un futur indéterminé, et enfin d'un troisième côté, la question du pouvoir, pour les jours de congrès.

a) On ne peut pas se contenter d'un **parasyndicalisme**, aussi rouge soit-il, comme tendent à le proposer les camarades de la PY. Certes, ils reprennent l'idée d'une démarche transitoire

et parle du gouvernement des travailleurs. Mais ils ne vont pas jusqu'au bout : « *La question d'un gouvernement des travailleurs, comme mot d'ordre transitoire en partant des luttes pour aller vers le renversement du capitalisme, peut acquérir dans ces circonstances une grande importance* ». Bref, pour eux, relier les revendications au combat pour un gouvernement des travailleurs, ce n'est pas le cœur de notre logiciel, c'est en option. Cela peut conduire à une sorte de fossé entre un programme minimum et un programme maximum.

On peut illustrer cela sur la question des licenciements.

Cela risque de mener à un **grand écart** entre d'un côté, une tendance à accompagner des luttes qui ne se fixent pas d'autres objectifs que d'obtenir des grosses primes, et de l'autre la défense du mot d'ordre d'interdiction des licenciements.

b) Mais, il ne faut pas non plus tomber, sous prétexte d'éviter le parasyndicalisme, dans le danger opposé, et bien pire, celui de **glisser vers le réformisme sous prétexte d'être concret**.

En effet, pour réduire cet écart, certains camarades, notamment de la PFX, traduisent ce mot d'ordre (l'interdiction des licenciements) sous la forme d'**une loi pour l'interdiction des licenciements**. C'est plus concret, mais cela ne peut que semer des illusions. Car, comment les travailleurs entendent-ils un tel mot d'ordre ? Ils ne peuvent comprendre qu'une seule chose : qu'il serait possible de faire voter une loi d'interdiction des licenciements au Parlement, pourvu qu'il y ait une bonne majorité de « gauche ». Laisser entendre cela, c'est ouvrir un **boulevard à Mélenchon**. Car, c'est lui qui incarne la solution de recharge institutionnelle à gauche du PS la plus crédible.

Tout au contraire, il faut articuler de bonnes revendications immédiates avec une perspective politique juste : zéro licencie-

ment ! Expropriation sans indemnité ni rachat sous contrôle des travailleurs ! Et, comme personne ne croit qu'un îlot de communisme puisse survivre longtemps au sein d'un océan de capitalisme, cela pose inévitablement la question du seul gouvernement capable d'exproprier et d'interdire les licenciements.

**3)** C'est là que se trouve l'enjeu du débat autour de notre formulation du **mot d'ordre de gouvernement**. Gouvernement anti-austérité ou gouvernement des travailleurs ? Cela n'est pas une question de mot. C'est une question décisive pour notre parti.

Le mot d'ordre de gouvernement anti-austérité est ambigu.

Il peut vouloir désigner un **mystérieux gouvernement intermédiaire** entre un gouvernement du capital et un gouvernement des travailleurs, comme s'il était possible de mener une politique qui parvienne à concilier les intérêts du capital et ceux du prolétariat. Un tel prétendu « gouvernement intermédiaire » porte un nom : c'est un **gouvernement de front populaire**, un gouvernement de sauvetage du capitalisme repeint en rouge.

Pourtant, la PFX a écrit, à propos de la Grèce, qu'un gouvernement de gauche dominé par Syriza pourrait être un premier pas vers « *une réorganisation anticapitaliste du pays* ». Cependant, ces mêmes camarades reconnaissent que le programme de Syriza n'est pas satisfaisant pour le moment, car Syriza refuse même de ne pas payer la dette. On se demande par quel miracle il pourrait changer... et surtout pourquoi baser sa politique actuelle sur une hypothèse aussi hasardeuse.

Et, à une autre échelle et à un peu plus long terme, un problème analogue se pose en France.

Face à cette contradiction, les camarades de la PFX répondent de **deux façons différentes** :

– certains disent que Syriza ou le Front de Gauche ne sont pas vrai-

ment des partis réformistes ; que la frontière entre réforme et révolution n'est pas pertinente ; on voit que, dans ce cas, malgré le départ de la GA, les illusions sur le Front de Gauche ne sont pas dépassées ; – d'autres répondent au contraire qu'ils n'ont pas ces illusions et que la mise en avant d'un gouvernement « anti-austérité » n'est qu'une formulation populaire de l'objectif du gouvernement des travailleurs. D'ailleurs, Yvan (*NR : qui avait fait l'introduction sur l'orientation pour la PX*) disait tout à l'heure que l'on fait des faux procès à la PX en l'accusant de laisser la porte ouverte à un gouvernement commun avec le Front de Gauche, mais alors, si c'est le cas, il faut que le congrès écrive noir sur blanc que nous n'envisageons pas un gouvernement commun avec les réformistes du Front de Gauche. Car, même dans ce cas, le formule de « gouvernement anti-austérité » est une maladresse particulièrement grave, car cela reviendrait à employer des formules très proches de celles de Mélenchon en voulant dire quelque chose de radicalement différent ; c'est donc rendre incompréhensible auprès des masses que nous ne portons pas du tout le même projet que le Front de Gauche.

Il faut que le congrès rejette fermement **toute perspective d'un gouvernement commun avec le Front de Gauche**, qui ne pourrait être qu'un gouvernement de Front Populaire, un gouvernement contre les travailleurs.

**Déjà, aujourd'hui, les dirigeants du Front de Gauche ne cessent de s'opposer au développement des luttes et à leur auto-organisation**, d'opposer le référendum à la grève générale. A titre d'exemple, la direction de la CGT refuse toujours de centraliser le combat contre les licenciements et les fermetures de boîte et la FSU refuse de se prononcer pour le re-

trait du projet de loi d'orientation sur l'école, donnant sa caution à la loi qui cadre toute la politique d'éducation du gouvernement. Et le Front de Gauche soutient l'intervention de l'impérialisme français au Mali.

Il faut donc aussi que le congrès rejette toute perspective **d'un front politique avec le Front de gauche, toute prétendue « opposition de gauche »**, car cela implique d'envisager à terme un gouvernement commun avec les réformistes du Front de Gauche, ce qui est inacceptable.

**4)** La quatrième conclusion à tirer, c'est que **la classe sociale qui jouera un rôle central dans la révolution, c'est le prolétariat**, car c'est lui qui joue un rôle central dans la production et est capable de la bloquer par la grève. Et c'est pour cela que nous devons faire de l'implantation dans le prolétariat de l'industrie et des services une véritable priorité. Car sans implantation réelle, nos mots d'ordre ne pourront pas devenir réalité.

Or, c'est un travail difficile, qui ne peut réussir si on ne lui donne pas une vraie priorité et si on n'est pas volontariste.

Mais, surtout, cela n'est possible que par une orientation politique concrète juste, qui sache saisir les questions politiques centrales de l'actualité et mener jusqu'au bout un combat politique sur celles-ci.

**5)** Pour appliquer cette idée à la situation actuelle, cela suppose principalement deux choses :

– Se fixer l'objectif de faire émerger à partir des luttes réelles en cours **un pôle alternatif à la politique des directions syndicales**, proposant aux travailleurs une orientation non de concertation, mais de combat. Les premiers rassemblements récents (meeting de Sciences Po, action commune des ouvriers de PSA-Aulnay et

de Renault-Flins, Rassemblement du 29 janvier, etc.) en ce sens montrent **qu'il y a des forces pour le faire** et que cela est donc possible, à condition que nous en fassions réellement et concrètement notre orientation : Arcelor (où la question de la nationalisation est posée), Sanofi (où la lutte dure depuis longtemps et où la question de l'expropriation est posée), PSA (où la grève est très dure et a commencé avec une occupation d'usine), Renault, Goodyear, Sanofi, Virgin, les Licenciées, etc.

– Mettre au cœur de notre activité **le combat pour faire échouer l'accord sur la « flexisécurité » MEDEF-CGPME-UPA-CFDT-CFTC-CGC**. Cet accord est une déclaration de guerre aux travailleurs. La CGT, FO, Solidaires, la FSU le rejettent, le PC le critique et Mélenchon dit que c'est encore pire que ce que Sarkozy voulait faire.

Cependant, les directions de ces organisations ne proposent aucune lutte contre cet accord autre que parlementaire.

C'est notre responsabilité de nous adresser à ces organisations pour une manifestation centrale à Paris lors de la discussion du texte contre la transcription de l'accord dans la loi et contre l'accord lui-même. Mais nous devons en même temps et sans attendre, en relation avec notre effort pour constituer un pôle alternatif aux directions syndicales, commencer à regrouper à la base tous ceux qui sentent l'urgent nécessité de centraliser la lutte contre les licenciements et le combat contre l'accord de « sécurisation sur la flexisécurité» .

C'est cela mener aujourd'hui concrètement le combat contre le patronat et le gouvernement.

**Rapport présenté par S. au nom de la PZ**

## **SNJ des 2-3 mars : prêt-e-s pour la lutte, mais la politique reste taboue**

L'orientation proposée dans la « feuille de route » contenait un grand nombre de points d'accord. Les attaques du gouvernement Hollande contre notre classe se déclinent dans la jeunesse, en particulier avec la loi Fioraso qui entérine et aggrave la LRU. La nécessité de s'y opposer résolument était bien sûr le point commun entre tous-te-s les camarades du Secrétariat National des Jeunes du NPA.

Par contre, nous regrettons qu'il y ait eu certaines tendances à la caricature dans la discussion. Notamment de certains camarades ayant voté X au congrès, qui suspectent facilement nous et la majorité du secteur jeune de gauchisme. Par exemple, penser qu'il faut préparer la mobilisation sur les facs ne signifie pas que l'on veuille déclencher des actions minoritaires dès maintenant et négliger le travail d'information.

Nous avons défendu l'idée qu'il fallait mettre en avant la convergence des luttes face au gouvernement. C'est une orientation qui doit être celle du NPA partout où il intervient, mais cela passe aussi par la convergence des étudiant-e-s mobilisé-e-s avec les boîtes en lutte. Nous sommes d'accord que cela implique en priorité de tout faire pour qu'un mouvement étudiant démarre contre la loi Fioraso. Mais cela n'empêche pas de prendre des initiatives en proposant aux jeunes radicalisé-e-s de soutenir les travailleurs/ses par des caisses de grève, des délégations, des meetings communs... Au contraire nous pensons que cela peut contribuer à stimuler la com-

bativité des un-e-s et des autres.

Nous avons aussi défendu la perspective d'un pôle alternatif aux directions syndicales, pour faire sauter le verrou qu'elles mettent sur les luttes. Là encore, certain-e-s ont voulu y voir une démarche de contournement des syndicats. Pourtant nous savons bien qu'une grande partie des radicalisé-s se trouvent dans les syndicats, et qu'il est nécessaire de s'appuyer sur eux. Mais pour devenir majoritaires et viser à disputer la direction du mouvement, il faut à la fois organiser les plus combatifs/ves dans les syndicats, et réunir syndiqué-e-s et non-syndiqué-e-s dans les luttes pour les diriger collectivement (dans les AG, coord...).

### **ETRE JEUNE AUJOURD'HUI :**



**C'EST NOTRE AVENIR  
QUI EST EN CRISE !**



**REVERSONS  
LE CAPITALISME !**

Enfin, nous avons réaffirmé notre conviction qu'il faut articuler les luttes immédiates et notre projet révolutionnaire : le pouvoir auto-organisé des jeunes et des travailleurs. Pour faire progresser politiquement ceux et celles qui luttent à nos côtés, et en gagner un maximum au NPA, il faut expliquer quelle est notre perspective, pourquoi elle est à la fois possible et nécessaire. Concrètement, cela doit être expliqué dans notre journal, faire partie des conclusions politiques de nos tracts. Dans

un début de mouvement étudiant, lorsque des AG commencent à se réunir et que le but est avant tout d'informer, il est compréhensible de ne pas exprimer toutes nos idées. Mais quand les AG se renforcent, on peut les considérer comme des « mini-soviets » et ne pas hésiter à y faire des interventions du NPA assumées !

La majorité du secteur jeune (PY au congrès) est hostile à l'idée d'aborder ouvertement la question du pouvoir : le moment ne serait pas venu. Ce n'est pas notre conception de la démarche transitoire, mais ce débat est toujours écarté. Le résultat, c'est que la « politique » reste taboue.

Nous avons pu discuter sereinement en commission de tous les amendements, la quasi-totalité étant acceptée a priori sans vote après des reformulations. Nous n'avions pas d'illusion sur l'amendement posant la question du pouvoir, puisque la majorité a clairement expliqué que cela n'aurait pas d'impact sur l'orientation réelle. Mais d'autres camarades de la majorité se sont montrés plus hostiles qu'indifférents et ont soumis au vote cet amendement et même celui sur la convergence des luttes avec les salarié-e-s : ils ont alors été rejetés.

Nous nous sommes donc abstenus sur la résolution : selon nous un parti anticapitaliste ne peut se contenter de voter « pour la lutte » sans débattre franchement de ce qu'il y défend. Évidemment, cela n'empêche pas que nous serons ensemble dans les mobilisations qui ne manqueront pas de surgir...

**R. et J.**

Nous reproduisons ci-après des bulletins de certains comités NPA dans lesquels s'investissent des militants de la Tendance CLAIRE.



# BARRICADES

Bulletin Jeunes Travailleurs Anticapitalistes

FÉVRIER 2013

## Les « partenaires sociaux » cassent nos droits : on dit NON !

L'Accord National Interprofessionnel (ANI) signé par le Medef (patronat) et la CFDT, la CFTC et la CGC (syndicats de salariés), transforme en profondeur le droit du travail en France. Il est présenté par les médias comme équilibré, car selon eux il y a à la fois « *de nouveaux droits pour les salariés* » et « *une plus grande flexibilité pour les employeurs* ». En réalité, il s'agit du chantage classique du patronat : accepter plus de précarité sous peine de se retrouver au chômage.

### Des attaques inacceptables pour tous-tes les salarié-e-s

La logique générale de cet accord, c'est de casser les garanties nationales du droit du travail pour favoriser les négociations éclatées par branches, voire par entreprises. C'est l'exemple des « accords compétitivité-emploi », qui ont permis à la branche espagnole de Renault de baisser le salaire de ses ouvriers de 27 %. Combien de patrons rêvent de faire la même chose en France ?

On nous dit que les patrons vont aussi se serrer la ceinture, qu'on va taxer plus fort les contrats précaires. C'est faux ! Cette taxe reste bien trop faible pour empêcher les contrats précaires ! Et elle ne concerne même pas l'intérim ! Et elle va être largement compensée par d'autres baisses de cotisations sociales !

On savait qu'on ne pouvait rien espérer du « dialogue social » avec les patrons. Maintenant qu'on voit la catastrophe que ça donne, il faut combattre l'accord sorti de ces « négociations » bidons !

	Avant l'accord	Après l'accord
Fermeture d'entreprise	Les salariés ne sont pas obligés d'accepter d'aller travailler sur un autre site de l'entreprise.	Les salariés sont obligés d'accepter, même s'ils sont envoyés à l'autre bout de la France, sinon ils sont virés.
Affaires entre salariés et employeurs (ex : non paiement des heures sup')	Délai de 5 ans pour porter plainte contre l'employeur au tribunal des Prud'hommes.	Délai raccourci à 3 ans pour porter plainte.
Accords « compétitivité-emploi » (propres à une entreprise)	Les salariés peuvent contester l'accord au tribunal.	Les salariés qui refusent l'accord peuvent être licenciés.
CDI intermittent (CDI classique avec moins de droits)	Autorisé uniquement dans certains secteurs limités.	Autorisé dans trois nouveaux secteurs : chocolaterie, vente d'articles de sport, formation.
Licenciement économique collectif	Procédure stricte encadrée par les pouvoirs publics.	Procédure simplifiée et accélérée.

### Refusons de subir !

Le patronat est aux anges. Il demande au gouvernement « *la transposition exacte et complète de l'accord* » dans une loi. Cette loi, Hollande veut la faire passer docilement et très vite, début mars.

Contre cet accord, le Front de Gauche n'envisage rien d'autre qu'une « lutte » inoffensive entre députés, au Parlement. Vu que la majorité des députés sont PS, c'est perdu d'avance. En fait, avec sa stratégie, le FdG accepte déjà la défaite.

Au contraire, au NPA, on pense que pour avoir une chance de gagner, il faut une stratégie de combat frontal contre le gouvernement. Cette lutte-là, on va la gagner en criant avec les salariés debout dans la rue, pas en parlant avec les députés confortablement assis au Parlement !

Mais ça ne se fera pas tout seul. Quatre syndicats (CGT, FO, Solidaires et FSU) contestent l'accord. À partir de cette opposition, on doit mener le combat avec les partis et associations qui défendent les travailleurs-ses.

**Mardi 5 mars**  
Grande manifestation contre l'Accord National Interprofessionnel

# CONTRE LA PROPAGANDE DE L'ARMÉE !

L'armée nous balance ses pubs partout, affiches, spots télé... même dans les jeux vidéo. Et elle veut se faire passer pour une protectrice des populations, un lieu de valeurs et un endroit idéal pour les jeunes...

## ARMÉE FRANÇAISE, HORS D'AFRIQUE !

La moitié de l'Afrique est encerclée par les bases militaires de Djibouti, du Gabon et du Sénégal, où il y a des milliers de soldats français. Pourquoi ? Pour protéger les multinationales françaises comme Total qui pillent les richesses et exploitent les peuples.

Ce n'est pas pour "combattre le terrorisme" que Hollande a envoyé l'armée au Mali. C'est pour protéger les contrats d'exploitation juteux qui intéressent Areva, Bolloré, Bouygues... C'est la domination capitaliste qui maintient l'Afrique dans la misère et crée des guerres.

Alors dehors !



## CE N'EST PAS NOTRE ARMÉE !

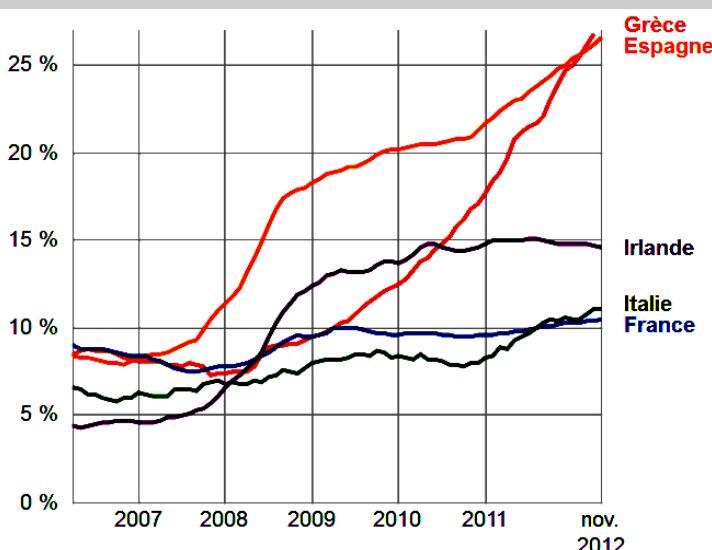
L'armée recrute des jeunes et leur fait croire qu'ils sont au service de la paix et du "peuple français". En réalité elle les met au service des grands patrons français. Les français-es (ou sans-papiers !) exploités ne doivent pas gober ces discours.

Quand l'ordre établi est menacé par les révoltes (comme en Égypte), l'armée est envoyée contre nous, ce qui montre bien qu'elle n'est pas là pour "protéger la population" !

# ET LE CHÔMAGE QUI MONTE, QUI MONTE...

Les chiffres du chômage sont dans le rouge :

- plus de 10 % de taux de chômage : un record !
- 185 000 chômeurs-ses en plus en 2013 d'après les prévisions de l'Unedic et malgré les belles promesses de Hollande !
- plus de 4,5 millions d'inscrits-es à Pôle Emploi, mais moins de la moitié touche des allocs chômage !



## Avec TOUT ça, à PÔLE EMPLOI, c'est pas la joie

Côté chômeurs-ses, on doit subir les informations incomplètes ou contradictoires, les radiations abusives, les erreurs de calcul dans les indemnités ou encore les temps d'attente interminables.

Côté employé-es, c'est le débordement total, la pression des chefs pour aller vite et faire du chiffre, le manque de formation pour pouvoir aider les chômeurs-ses.

Les moyens pour accompagner les chômeurs-ses sont déjà ridicules, mais en plus ça va s'empirer avec les licenciements qui sont annoncés partout !

- Pour lutter efficacement contre le chômage, luttons directement contre les patrons qui licencient ! Nos vies valent plus que leurs profits !
- Partage du travail entre tous-tes pour que chacun-e ait un boulot !
- Jeunes, salarié-ées, chômeurs-ses, précaires, tous-tes uni-es pour renverser le capitalisme !



Paris 11<sup>e</sup>

# **NI AMENDABLE, NI NÉGOCIABLE : À BAS L'ACCORD « FLEXISÉCURITÉ » ! RETRAIT DU PROJET DE LOI ! TOUS ENSEMBLE CONTRE LE MEDEF ET LE GOUVERNEMENT !**

## **En Grèce, le PASOK et la ND ont écrasé le niveau de vie des travailleurs**

Pour payer la dette aux banques et redresser les profits des patrons, le gouvernement d'union nationale ND (UMP grec) – PASOK (PS grec) a écrasé le niveau de vie des travailleurs. À la veille d'une nouvelle journée de grève contre cette politique infâme, Hollande est venu apporter « *un message de confiance et de soutien* » à ce gouvernement et essayer de vendre des frégates françaises ! À Athènes, les prix sont aussi élevés qu'à Paris, mais le SMIC a été encore abaissé il y a peu de 22% à 586€. Ce n'est toujours pas assez selon Maria Damanaki, commissaire européenne grecque, ex-député du PASOK. Elle en appelle au "dialogue social" pour faire accepter une nouvelle baisse. Et cela n'est propre à la Grèce. C'est partout ce que les patrons exigent. Et c'est partout la même méthode pour faire passer les coups.

## **Le PDG de Titan dit ce que veulent les patrons**

Taylor, le PDG de l'entreprise de pneus Titan, explique pourquoi il ne veut pas reprendre le site de Goodyear Amiens : « *Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que 3h. (...) Le fermier français veut des pneus à bon prix. Il se fiche de savoir si les pneus viennent de Chine ou d'Inde (...). Titan va acheter un fabricant de pneus chinois ou indien, payer moins de 1 euro l'heure de salaire et exporter tous les pneus dont la France a besoin. Dans cinq ans, Michelin ne pourra plus produire de pneus en France* ». Parisot, chef du MEDEF, approuve : « *Par cette façon très provocante de dire des choses, il met en avant des anomalies et des dysfonctionnements que nous devons corriger* ».

## **Montebourg lui répond que le gouvernement fait tout pour le leur offrir**

Le ministre du Redressement Productif explique en réponse à Taylor : « *Le gouvernement français vient de prendre 35 mesures dans le cadre du Pacte national, la compétitivité et l'emploi. Parmi elles, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi allège de 6% les coûts salariaux des entreprises entre 1 et 2,5 SMIC. En outre, les partenaires sociaux viennent de conclure un accord sur la sécurisation de l'emploi, qui illustre la qualité du dialogue social en France et l'importance que le gouvernement auquel j'appartiens y attache* »

## **Un projet de loi 100% pro-patronal**

En effet, le gouvernement va présenter le 5 mars son projet de loi pour transcrire l'Accord National Interprofessionnel (ANI) de « flexisécurité » signé par les trois organisations patronales (MEDEF, CGMPE et UPA) et par trois syndicats CFDT, CFTC et CGC. Cet accord présenté comme un moyen de « *sécuriser l'emploi* » est en réalité une machine de guerre pour licencier plus vite et moins cher, pour baisser les salaires, imposer la mobilité, rallonger le temps de travail, pour subordonner la vie, le salaire, les conditions de travail des salariéEs aux profits de quelques uns (cf. précisions au verso).

## **Le résultat du « dialogue social »**

Cet accord est l'aboutissement de la politique de « dialogue social ». Cela fait 15 ans que les partis politiques, du PS aux différents courants de la droite, expliquent qu'en France les syndicats sont trop conflictuels et qu'il faut qu'ils apprennent le dialogue avec le Medef et le gouvernement. Les directions des syndicats ont accepté cela. Mais pourquoi participer à des concertations dont le but officiel était d'accroître la flexibilité et la compétitivité des entreprises ? Qu'y a-t-il à négocier, lorsque le gouvernement annonce qu'il a choisi son camp et qu'il légiférera de toute façon ?

## **Combattre jusqu'au retrait !**

Comme l'ont montré les Goodyear, qui ont toujours leur boulot, on ne négocie pas les attaques avec les patrons, on les combat ! Finalement, la CGT, FO, Solidaires et la FSU appellent à une journée de mobilisation et de nombreuses fédérations à la grève le 5 mars. C'est juste, mais une seule journée ne suffira pas pour gagner. C'est un vrai mouvement d'ensemble, une grève générale, qu'il faut construire.

Il faut donc non seulement être nombreux à faire grève le 5 mars, mais aussi commencer à s'organiser sur le lieu de travail pour imposer la revendication de retrait pur et simple du projet de loi de transcription de l'ANI et un plan de bataille permettant de l'obtenir. Les luttes en cours (PSA, Goodyear, Sanofi, etc.) et leur convergence peuvent être un point d'appui important.

## **ANI : ENFIN UN ACCORD MAJORITAIRE**



### **Les principales dispositions de l'accord (ANI) de « flexisécurité » et du projet de loi gouvernemental pour le transcrire**

Le droit d'imposer la mobilité : les employeurs pourraient imposer à leurs salariés de changer de poste de travail ou de lieu de travail : un travail différent, non choisi ; un déménagement... un bouleversement de la vie des salariéEs en fonction des seuls intérêts patronaux.

Le droit de baisser les salaires : l'ANI prévoit la possibilité d'imposer aux salariéEs une diminution nette des salaires, pas seulement par le biais d'un changement de poste, mais parce que le patron décrèterait que c'est nécessaire pour la « compétitivité » de l'entreprise.

Le droit de faire travailler plus : Au nom du « lissage » du temps de travail, les patrons pourraient éviter de payer les heures supplémentaires ou les heures complémentaires pour les salariéEs à temps partiel (80 % de femmes). L'ANI ce serait travailler plus pour gagner moins.

Un chantage permanent sur les salariéEs récalcitrants : jusqu'à présent il y avait un minimum de protection pour empêcher les patrons de modifier le contrat de travail. Maintenant (presque) tout est possible, et pour les récalcitrants, c'est la possibilité de licencier « pour cause réelle et sérieuse », pour motif personnel ou par licenciement économique individuel (!) celles et ceux qui n'accepteraient pas les nouvelles dispositions.

Un permis de licencier sans frais : l'ANI c'est aussi la possibilité de faire entériner un plan de licenciements (PSE) par un simple accord d'entreprise, voire en l'absence d'accord, par un simple document de l'employeur homologué par la direction du travail dans un délai très court. L'enjeu est cette fois de contourner la loi et de raccourcir au maximum les délais pour couper court à toute contestation.

### **Qualité ? Mon œil !**

Un nouveau système baptisé « Boucle Qualité » (BQP) a été mis en place dans certaines unités pour répertorier et signaler les dysfonctionnements dans le traitement des appels clients.

Ce système permet à la hiérarchie de repérer les moindres erreurs de procédure. Nous mettre la pression par le flicage, ce sont les méthodes de travail des directeurs et la qualité est le cadet de leurs soucis !

### **EVITA : à éviter !**

Un autre système, chargé lui, de la gestion des appels, a été imposé à Nancy et Belfort. Avec EVITA, impossible de se mettre en « Non disponible » lors de la temporisation entre deux appels.

Le 19e siècle, c'est fini ! Nous sommes au 21e : faisons-le savoir à nos directions !

### **Si la loi sur l'ANI passait, FT pourrait...**

Sous prétexte de baisse des flux ou du nombre de clients, il pourrait imposer des baisses de salaires ou des hausses du temps de travail. Et, bien sûr, Bouygues, SFR, Free, pourraient faire de même avec ses salariés. Il ferait jouer la concurrence entre nos salaires et nos conditions de travail. Jusqu'où ?

*En tout logique, la CGT, FO et Sud de FT appellent à la grève le 5 mars. Mobilisons-nous !*

### **Rythmes scolaires : abrogation du décret !**

Au delà des annonces, quelle est la réalité du décret Peillon ? Une pause de midi plus longue, plus de garderie dont la qualité variera selon les moyens des communes et, en plus, le gouvernement vient de baisser le taux d'encadrement légal du temps périscolaire. Garderie payante ? Ce n'est pas comme ça que les gamins vont mieux étudier, bien au contraire...

Après les 80 000 postes supprimés en 5 ans, il faudrait recruter massivement pour baisser le nombre d'élèves par classe, mais le gouvernement veut juste remplacer les départs à la retraite ! Il maintient le cap d'une éducation au rabais, avec une ingérence de plus en plus grande des collectivités locales et des entreprises, déjà peu soucieuses des emplois des « parents » !

Résultats ? Les enfants seront davantage à l'école dans des conditions dégradées. Les salariés travailleront plus avec des salaires en baisse. L'école sera de plus en plus payante.

### **Peillon... cher !**

Suite à la manifestation du 12/02 dans l'éducation, le ministre Peillon proposait une prime de 400 euros par an pour les maîtres d'école. Après une journée de grève ! Que gagnerons-nous si tous les travailleurs -public comme privé - descendant dans la rue ?

### **Edito : Quelle riposte face aux attaques du patronat et du gouvernement ?**

**Les plans de licenciements s'accélèrent :** après PSA, c'est Goodyear et Petroplus qui menacent de mettre des milliers de salariés supplémentaires sur le carreau (sans compter les conséquences en chaînes sur les sous-traitants). Depuis janvier 2009, les patrons ont fermé plus de mille usines et détruit plus de 120 000 emplois industriels. Et le Medef en rajoute puisqu'il voudrait maintenant imposer la dégressivité des indemnités chômage. Il met les gens dehors et veut désormais réduire au minimum la durée et le montant des indemnités de ceux qu'il a licenciés ! Histoire de faire pression sur ceux qui ont encore du travail... A Renault, la direction annonce la suppression de 8 260 emplois d'ici 2016 et un chantage en supplément : soit les syndicats acceptent une augmentation du temps de travail, la suppression de 21 jours de RTT, la mobilité obligatoire entre les différents sites et le gel des salaires en 2013 et 2014, soit Renault raye de la carte deux de ses sites !

Et le gouvernement, qui ne trouve pas un centime pour les besoins sociaux, trouve des dizaines de millions pour faire la **guerre au Mali**, afin d'y défendre les intérêts des grands groupes français (Bouygues, Bolloré...), et non pour venir en aide aux maliens, comme nous le fait croire la propagande des médias et des partis du système lors de chaque guerre.

**Face à ces attaques, les mobilisations montent en puissance et se coordonnent :** meeting des boîtes en lutte le 24 janvier à Sciences Po, rassemblement devant le siège de Goodyear le 12 février, grève reconductible à PSA Aulnay, etc. Face à cela, la seule réponse du gouvernement est le déploiement d'un dispositif policier chaque jour plus impressionnant, qui s'est traduit par exemple par le gazage des professeurs des écoles en grève qui manifestaient le 12 février rue de Grenelle. Et Valls explique que « la colère des ouvriers doit être canalisée par les syndicats »...

**C'est la responsabilité des directions syndicales de proposer un plan d'envergure pour bloquer ces attaques.** Notamment par :

- la constitution d'une caisse de grève nationale pour soutenir les grévistes des secteurs en lutte
- un positionnement clair : mettre fin au « dialogue social » entre « partenaires », arrêter d'accompagner les contre-réformes, et combattre la politique du gouvernement !
- la mise en avant de revendications précises : refus de tous les licenciements, nationalisation sous contrôle des travailleurs des entreprises qui veulent licencier, hausse générale des salaires de 300€
- un appel national, clair et net, à la grève et l'organisation d'une manifestation nationale à Paris le 5 mars contre la transcription dans la loi de l'accord « flexisécurité »

Force est de constater qu'elles ne veulent prendre pour le moment aucune initiative sérieuse pour mettre en échec le gouvernement et le patronat. **Le NPA met toutes ses forces pour contribuer à renforcer les convergences entre les différentes luttes, à impulser leur auto-organisation, à regrouper les militants combatifs dans les syndicats, à construire un pôle alternatif à la politique des directions des confédérations syndicales.**

**Le gouvernement en rajoute** puisqu'il veut insérer dans le code du travail **l'accord « flexisécurité »** du 11 janvier signé par le MEDEF, la CFDT, la CGC et la CFTC qui facilite les licenciements, la mobilité imposée, permet d'augmenter les horaires et baisser les salaires ! Pendant ce temps là, le fort en gueule Montebourg a fini son numéro et demande aux salariés d'accepter les chantages patronaux.

En outre, face à l'aggravation de la crise qui va contraindre le gouvernement à réviser ses prévisions de croissance de +0,8% à 0,2% pour 2013, de nouvelles attaques se profilent :

- **Nouvelle réforme des retraites**, avec comme pistes la désindexation des pensions sur les prix et/ou l'augmentation de la durée de cotisation. Évidemment, pas question pour le gouvernement d'augmenter les cotisations patronales !
- **Amplification des réductions de dépenses publiques** : baisse des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, des dépenses de fonctionnement des administrations, etc.
- **Fiscalisation des allocations familiales**

## **À bas l'intervention française au Mali !**

### **Tous ensemble pour obtenir le retrait des troupes !**

Il n'y a pas d'intervention militaire *au* Mali, mais une guerre *contre* le peuple Malien. La pirouette rhétorique, déjà utilisée il y 10 ans par les États-Unis à propos de l'Irak, doit être dénoncée comme l'escroquerie qu'elle est.

Cette guerre n'est pas menée contre des idées (fussent-elles celles du « fondamentalisme », de « l'intégrisme », de « l'islamisme »... dont l'occident s'accorde fort bien ailleurs, comme dans les États du Golfe), mais pour la défense d'intérêts matériels. D'une part, il s'agit d'éviter que l'instabilité se propage dans une région où les entreprises françaises prospèrent sur le dos des populations : Areva au Niger, Bouygues au Sénégal et au Mali, Vinci au Burkina Faso... Malgré l'intervention de l'impérialisme en Libye, le sud du Maghreb n'est pas à l'abri des soubresauts du printemps arabe. D'autre part, le nord du Mali comprend plusieurs gisements de pétrole et de gaz, encore en cours d'exploration, sur lesquels la vieille puissance coloniale entend bien s'imposer, notamment contre les intérêts américains et chinois qui tentent une percée dans la région.

Le Mali, comme tous les États africains, a hérité des frontières coloniales et comprend des populations très diverses. Le Sud, où se concentre la grande majorité, est surtout peuplé d'ethnies subsahariennes, le nord d'ethnies arabes et berbères. Parmi ces dernières, les Touaregs luttent depuis plus d'un demi-siècle pour leur auto-détermination. Le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA), héritier de leurs rébellions successives, est aujourd'hui en perte de vitesse

face à différents groupes islamistes (Ansar al-Dine, Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest...). Pour ceux-ci, l'indépendance de l'Azawad n'est pas une fin en soi, mais une étape vers l'instauration d'une théocratie sur l'ensemble du Mali, voire dans la région entière.

En mars 2012, l'enlisement du conflit au nord du pays sert de prétexte à un coup d'État militaire contre le président Amadou Toumani Touré, accusé d'être incapable de défendre l'intégrité territoriale du Mali. Confronté à l'hostilité de la population et isolé sur la scène internationale, le nouveau pouvoir perd rapidement le contrôle du nord. Quelques semaines plus tard, l'indépendance de l'Azawad est proclamée par une alliance réunissant le MNLA et Ansar al-Dine. L'entente entre les deux mouvements ne dure cependant pas, et ils entrent en conflit ouvert à partir de l'été. Par ailleurs, les islamistes poursuivent leur progression vers le Sud.

Entre-temps, la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) patronne un processus de réconciliation entre les putschistes et les partisans de l'ancien gouvernement, qui tourne à la farce. Le gouvernement de transition constitué n'exerce aucun pouvoir réel. Ainsi, son Premier Ministre, Modibo Diarra (par ailleurs président de Microsoft Afrique et citoyen américain) est arrêté par l'armée en décembre et remplacé par Diango Cissoko, haut fonctionnaire formé en France. C'est ce gouvernement fantoche qui demande officiellement l'intervention de Paris au début du mois de janvier.

Les peuples de la région n'ont,

toutes ethnies confondues, rien à attendre et tout à craindre de cette intervention. La France, qui assure intervenir au nom de la démocratie, s'est tout aussi bien accommodée de la sanglante dictature de Moussa Traoré (1968-1991) que de ses successeurs plus ou moins démocratiquement élus. L'important est qu'elle puisse continuer de piller les ressources de la région (3e producteur d'or d'Afrique, le Mali dispose également d'un sous-sol riche en uranium et en hydrocarbures). Tout gouvernement qui la laisse faire, qu'il soit noir ou berbère, islamiste ou laïc, démocrate ou autoritaire, aura sa faveur.

Après Guy Mollet et la guerre d'Algérie, Mitterrand avec la guerre du Golfe, Jospin avec l'intervention en Serbie et la guerre contre l'Afghanistan, Hollande s'inscrit dans la lignée des va-t-en guerre « socialistes » qui croient se donner une stature d'hommes d'État en se faisant les valets des capitalistes. Et ils nous font à chaque fois le coup de l'union sacrée nationale pour tenter d'atteler les travailleurs/ses aux intérêts patronaux et de détourner notre attention des attaques redoublées sur le plan social. Plus que jamais, l'heure est au combat toutes et tous ensemble contre ce gouvernement qui a mis si peu de temps à se montrer pire encore que celui de Sarkozy !

Les succès remportés par l'armée française contre les divers groupes islamistes ainsi que le soulagement des civils échappant à leur joug, voudraient nous donner l'image d'une guerre éclair, propre et sans bavure. Mais si la cinquième armée au monde peut facilement contrôler les villes et les grands axes de communication, le

contrôle de la totalité d'un pays grand comme deux fois à la France, et *a fortiori* des zones désertiques limitrophes, est hors de sa portée : l'occupation sera longue. D'ailleurs, Paris, chantre de « l'intégrité territoriale » du Mali, a rapidement dû se résoudre à une alliance avec le MNLA. D'autre part, le comportement de l'armée régulière malienne envers les populations civiles dans les zones reconquises n'a pas grand-chose à envier à celui des islamistes : enlèvements et exécutions sommaires, chasse à l'homme contre ceux qui ont la peau trop claire ou portent l'habit traditionnel touarègue...

À l'heure où les réformistes soutiennent l'intervention de l'imperialisme français, l'honneur du mouvement ouvrier est sauvé par les organisations qui la dénoncent, comme LO, le POI et le NPA. Il s'agit maintenant de prendre des initiatives concrètes, appeler notamment à de grandes manifestations et faire prendre position à nos syndicats à tous les niveaux pour exiger l'arrêt de l'in-

tervention, le départ de l'ensemble des troupes françaises d'Afrique et pour la défaite militaire de notre impérialisme. C'est l'orientation que nous défendons au sein du NPA.

### Front de Gauche : en dessous de tout !

Les deux principales composantes du FdG, le Parti communiste français et le Parti de gauche, ne condamnent pas l'intervention, se contentant d'en regretter les modalités : absence de supervision de l'ONU, pas de débat préalable au Parlement. Le PCF prévient que l'intervention « *comporte un grand risque de guerre* » (comme si elle n'était pas déjà une guerre en soi!), et le PG rend hommage aux soldats français tués lors des opérations.

Avec ces réserves, le groupe du FdG à l'Assemblée Nationale a, par la voix du député François Asensi (Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique), annoncé son ralliement à l'union

nationale impérialiste : « *La non-intervention aurait été la pire des lâchetés. Une action militaire internationale était nécessaire pour éviter l'installation d'un État terroriste.* »

Quant aux formations plus marginales de la coalition, elles oscillent entre la condamnation (Parti communiste des ouvriers de France) et le soutien enthousiaste (République et Socialisme). Entre les deux, la Gauche Anticapitaliste (scission droitière du NPA) fait preuve d'une attitude ambiguë, déclarant d'un côté que « *la France ne doit pas intervenir au Mali* » et regrettant de l'autre que l'agression militaire n'ait pas été le fait d'États africains sous le mandat de l'ONU. C'est faire preuve d'une grande naïveté sur l'ONU, qui n'est pas un arbitre neutre mais un outil contrôlé par les grandes puissances, ainsi que sur les régimes installés dans les pays voisins (Côte d'Ivoire, Sénégal, Niger) qui sont des fidèles séides de l'impérialisme français.

Kolya Fyzmatov

---

## Tunisie : en haut la comédie du régime, en bas la mobilisation permanente

L'assassinat de Chokri Belaid a constitué l'instant le plus aigu de la crise de la domination des islamistes sur l'État et la société tunisienne. Les jeunes, les femmes, les citoyens des régions et des cités populaires déshéritées ne lâchent pas leur cause. Ils continuent à se battre, affrontant les agressions des appareils répressifs de l'État d'une part, et celles des milices islamistes d'autre part.

Les partis et organisations de l'opposition libérale et ouvrière (UGTT en tête) continuent, quant à eux, à semer les illusions sur le pouvoir obscurantiste. Leur stra-

tégie de restauration du régime en place consiste à élargir sa base sociale, à travers un partenariat consensuel inter-partis, permettant une transition « démocratique » (plutôt oligarchique) et pacifiste vers la confirmation de la « république civile et démocratique » sous un Etat encore dirigé par les pilleurs et les despotes.

Par ailleurs, ils axent leurs campagnes sur le refus humaniste et stérile de la violence, qu'ils réduisent aux seules « ligues de la défense de la révolution » et des salafistes, défendant par là, l'Etat et ses appareils répressifs (police

et armée souvent présentées en héros!). Pourtant, tout le monde sait que ces appareils pourris et anti-populaires sont à l'origine même de la montée, souvent artificielle, des salafistes et que ces mêmes appareils collaborent avec les islamistes pour créer une situation de terreur et de chaos qui leur permet de prendre le peuple en otage et de le mettre sous la pression sécuritaire dans le but de le forcer à renoncer à ses revendications révolutionnaires.

Somme toute, on ne peut rien espérer de toute cette comédie. Changer quelques acteurs ne mo-

difie en rien ce régime de pilliers et de despotes. La seule perspective favorable au peuple consiste à continuer le processus révolutionnaire jusqu'à son aboutissement : la chute du régime tout entier, le démantèlement de ses structures pourries et la mise hors d'état de nuire de ses agents.

Les luttes concrètes ont montré que cette perspective est possible, d'abord sur le plan local, sectoriel puis régional à partir de plusieurs régions qui pourront être des bastions de la révolution et les piliers d'une généralisation progressive de l'instauration d'un pouvoir populaire révolutionnaire fédéral, démocratique et décentralisé.

En effet, les citoyens en état de mobilisation permanente à Siliana, Sidi Bouzid, Gafsa, Kasserine, le Kef et dans plusieurs autres régions ne cessent de montrer leur refus de l'autorité des responsables locaux et régionaux fan-

toches nommés par le gouvernement. Plusieurs de ces fantoches ont été dégagés plus d'une fois. Durant des mois, certains gouvernorats ou délégations restent sans gouverneurs ni délégués.



Funérailles de Chokri Belaïd le 8 février 2013 (Photothèque Rouge)

Plusieurs postes de police et de la garde nationale sont fermés, brûlés ou ruinés. Un vide réel de pouvoirs locaux et régionaux qui favorise l'action révolutionnaire et les mobilisations quotidiennes auto-gérées. Dans les villages du bassin minier, de Sidi

Bouzid ou de Kasserine, des sit-in s'étendent pendant des mois, bloquant les routes, les voies ferrées et la circulation des forces de répression. Bref, une dualité de pouvoir est très envisageable dans toutes ces régions, ce qui facilite la propagation de l'idée d'instaurer un pouvoir citoyen révolutionnaire.

Un pouvoir émergeant de la démocratie directe, se développant du local au national est le seul pouvoir capable de réaliser les tâches urgentes de la révolution : confisquer les banques et les entreprises financières, annuler les dettes publiques, arracher les richesses de la population, les biens communs et les services publics des mains des pilliers et des corrompus pour les remettre sous la gestion des élus du peuple et en finir avec la servitude envers le capital mondial et ses valets.

**Mohamed Amami**

## **Défense du Venezuela contre l'impérialisme ! Pour une alternative réellement socialiste au nationalisme bourgeois « bolivarien » !**

Chavez est mort. Les millions de Vénézuéliens et Vénézuéliennes qui ont vu en lui un homme politique partageant leurs souffrances et leurs aspirations et cherchant à les réaliser (alphabétisation massive, soins médicaux, assistance aux plus pauvres...) sont profondément affligés. Nous comprenons leur douleur. Le déchaînement des hommes politiques et des médias bourgeois contre Chavez, parce qu'il a osé résister à plusieurs reprises à l'impérialisme, nous donne la nausée. Nous éprouvons la même haine que les travailleurs et le peuple contre les patrons vénézuéliens les plus extrémistes qui exultent à la nouvelle de sa mort et les multinationales impérialistes qui se frottent les mains, en espérant ainsi pouvoir encore

améliorer les conditions auxquelles elles continuent de piller le Venezuela. Nous sommes inconditionnellement pour la défense du Venezuela contre l'impérialisme, contre toute intervention militaire, putsch ou opération de déstabilisation que les impérialistes pourraient être tentés de faire en profitant de la mort de Chavez.



Funérailles de Chavez le 7 mars 2013 (photos AFP)

Pour autant, nous ne partageons pas non plus le panégyrique

qui lui est dressé par certains courants réformistes, comme celui de Mélenchon. Malgré la volonté du gouvernement vénézuélien et de tous les courants qui le soutiennent de le faire oublier, les conquêtes obtenues durant ces dernières années sont d'abord le fruit de l'activité des travailleurs/ses et des opprimé-e-s du Venezuela, de leur intelligence, de leur courage et de leurs luttes :

– C'est bien le Caracazo, soulèvement du peuple de Caracas en 1989 qui a le premier porté un coup au régime. Cette insurrection contre la hausse des tarifs et les mesures de « libéralisation » imposées par le FMI fut réprimée dans le sang sur ordre du président Carlos Andres Perez, membre de l'Internationale prétendument socia-

liste, faisant environ 3000 morts. Mais c'est elle qui a été le point de départ d'un cycle de mobilisation de masses et d'auto-organisation qui a préparé l'effondrement du « pacte de Punto Fijo », sur la base duquel l'Action Démocratique (membre de l'Internationale Socialiste), la COPEI et l'URD (droite) se partageaient le pouvoir dans une alternance rituelle pour surexplorier et malmener le peuple.

– Sans l'énorme activité déployée par le mouvement ouvrier, contre le patronat et contre l'appareil du syndicat jaune CTV, pour lutter et jeter les bases d'une nouvelle centrale syndicale, de classe, indépendante (l'UNT), aucune des mesures progressistes de Chavez n'aurait été possible : ni les progrès importants de l'alphabétisation de la population (95%), ni le développement de l'accès aux soins médicaux, ni les programmes d'assistance aux plus pauvres qui ont fait reculer les formes les plus extrêmes de la misère, ni les mesures de résistance à la domination impérialiste d'ailleurs limitées.

– Sans l'immense mobilisation ouvrière et populaire, Chavez n'aurait pas pu résister au coup d'État organisé de façon concertée par le Fédécamaras (le MEDEF vénézuélien), une partie du haut commandement militaire, la CTV et le gouvernement américain en 2002.

– Sans l'extraordinaire auto-activité de la classe ouvrière, et en particulier des travailleurs de PDVSA faisant fonctionner eux-mêmes les installations pétrolières après le départ de la plupart des cadres, lors du lock-out patronal de fin 2002-début 2003, Chavez serait tombé.

Pourtant, malgré cet appui ouvrier et populaire considérable,

– Chavez a continué de rembourser rubis sur l'ongle la dette de l'État, notamment au FMI et à la Banque Mondiale, tout en faisant en sorte que les détenteurs des titres de la dette deviennent exclu-

sivement des capitalistes vénézuéliens ;

– Il a délibérément refusé d'exproprier la plupart des grands groupes capitalistes. Et les rares expropriations auxquelles il a procédé ont été faites avec de juteuses indemnisations pour les patrons, le maintien de l'externalisation et de la précarité et sans aucun contrôle des travailleurs, car il remplaçait l'ancien patron par un directeur sans changer la structure de l'entreprise ;

– Chavez n'a pas cherché à créer les conditions de la rupture avec les multinationales impérialistes du pétrole, se contentant de leur mettre la pression pour renégocier les contrats d'association à des conditions un peu moins désavantageuses pour PDVSA ;

– Il n'a eu de cesse de prôner la réconciliation avec les putschistes et plus généralement de défendre la construction d'un prétendu « socialisme » du XXI<sup>e</sup> siècle avec les « patrons patriotes » — en d'autres termes une collaboration de classes contraire aux principes du socialisme.

– Pour imposer cette orientation, il a dû utiliser tous les moyens de l'État pour empêcher les ouvriers de mettre sur pied une centrale ouvrière unifiée, indépendante et de classe et il a osé réprimer toutes les grèves qui sortaient du cadre institutionnel dans lequel il voulait canaliser la mobilisation populaire.

C'est donc en toute logique que Chavez ne s'est pas borné à condamner l'intervention impérialiste en Libye ou en Syrie, mais a apporté son soutien politique aux dictateurs « nationalistes » anti-ouvriers Assad et Kadhafi, qu'ils qualifiaient d'« amis » au moment même où les masses se soulevaient pour mettre à bas ces régimes d'exploitation et d'oppression.

Le résultat d'une telle politique de continuité capitaliste est sans appel. Après 14 ans de pouvoir et malgré l'immense manne pétrolière (le chiffre d'affaires de PSDVA en 2011 s'est élevé à 124

milliards de dollars), les autres industries n'ont guère été développées et une majorité de la population vit dans la pauvreté : 30% vivent encore en dessous du seuil de pauvreté, 25% n'ont toujours pas accès à l'eau potable, les revenus des 20% les plus pauvres n'atteignent pas 2% du PIB et des 40% les plus pauvres pas 5% du PIB, tandis que les 20% les plus riches perçoivent plus de 54% du PIB. Le pouvoir d'achat des travailleurs/ses ne cesse d'être remis en cause par les dévaluations et l'inflation. Le capitalisme exploiteur et oppresseur est toujours là : malgré des améliorations partielles, il n'y a pas encore eu de révolution au Venezuela.

Pour satisfaire leurs aspirations, les travailleurs et travailleuses, les masses opprimées ne peuvent compter que sur leurs propres forces et non remettre la gestion de leurs espoirs dans les mains d'un quelconque sauveur suprême. Ils ne peuvent y parvenir sans développer leur propre politique de classe, indépendante de toutes les variantes du nationalisme bourgeois et du réformisme, car ceux-ci sont incapables de rompre réellement avec le capitalisme même quand ils prétendent le vouloir un jour.

Les travailleurs/ses et les opprimé-e-s du Venezuela, comme celles et ceux de Tunisie et d'Égypte soulevé-e-s aujourd'hui pour obtenir une véritable démocratie et de quoi vivre dignement, ont besoin de construire leur propres organisations portant véritablement leurs intérêts, dirigées et contrôlées par eux/elles-mêmes. Cela veut dire d'abord et avant tout un parti des travailleurs luttant pour un véritable socialisme, qui ne peut se faire sans la mobilisation autonome des masses, imposant leur contrôle sur la production, expropriant le capital, détruisant le vieil État capitaliste et construisant leurs propres organes de pouvoir.

**Antoni Mivani**

## Les Amérindiens et leurs luttes

À la fin du mois d'octobre 2012 s'est éteinte une des figures du militantisme amérindien, le comédien activiste Russell Means. Dans une note écrite deux jours avant sa mort, il appelait ses fans à dédier une partie de leur temps « *au travail sur lequel j'ai tenté de m'engager toute ma vie : la libération et la liberté pour mon peuple Lakota, pour toutes les populations indigènes, et, en fait, pour tous les gens* ». En 2010, il avait proclamé la République Libre des Lakota (peuple plus connu sous le nom de Sioux, dont il était issu). Russell Means avait été une des figures de l'occupation de Wounded Knee en 1973 (on y reviendra). Militant de l'AIM (American Indian Movement, organisation radicale pour les droits des Amérindiens) de la première heure, avec John Trudell (Sioux Santi), ce personnage hors normes, était devenu une personnalité d'Hollywood, sans pour autant jamais renier ses origines et menant toujours avec la même vigueur son combat pour la défense et la reconnaissance des peuples indigènes d'Amérique du Nord et plus globalement pour tous les peuples indigènes, victimes depuis des siècles de l'oppression, de la violence, voire de l'extermination par les colons européens puis états-uniens.

Au mois d'octobre, la cheffe indienne Theresa Spence entamait une grève de la faim au Canada, pour dénoncer la politique gouvernementale menée envers les Indiens et les Inuits canadiens. Cette action allait donner naissance au mouvement *Idle No More* (« Finie l'apathie ! ») pour défendre les ressources naturelles et donc les terres sur lesquelles vivent les Amérindiens, contre les projets du gouvernement Harper au service des multinationales des mines et de l'énergie<sup>1</sup>.

En fait, quasiment tous les

peuples indigènes du continent américain réclament justice, reconnaissance, indépendance. Sans relâche, malgré tous les obstacles, malgré une administration plus qu'hostile. Tous ces peuples, organisés en Nations pour certains (à l'instar des Iroquois, les plus connus) ne sont pas sur la même ligne de militantisme que l'AIM ; d'autres organisations, ONG, ont tenté et tentent encore de passer par l'ONU, l'UNESCO, elles croient encore à l'honnêteté de cette nébuleuse prônant les droits de l'homme et la démocratie à l'occidentale — en fait toujours au service des impérialismes dirigeant le monde.

Aujourd'hui Léonard Pelletier, militant de l'AIM également, est toujours incarcéré aux États-Unis. Il est le plus ancien prisonnier politique. Plus de 37 ans de captivité, condamné à deux peines de prisons à perpétuité pour le soi-disant crime de deux agents du FBI au cours d'une action militante de Pine Bridge. Crime monté de toutes pièces par le FBI lui-même. Pourquoi ? Pourquoi cet homme fait-il toujours aussi peur même encore aujourd'hui ? Pourquoi Obama ne tient-il pas sa promesse de campagne de le libérer ?

Pourquoi John Trudell, musicien, ex-militant de l'AIM, défenseur des peuples opprimés à travers le monde, écrivain, fait-il toujours aussi peur au gouvernement états-unien ? Pourquoi a-t-il été le militant le plus fiché par le FBI dans les années 70 ? Pourquoi continue-t-il son combat, comme Russell Means ?

Pour répondre à ces questions, il faut se plonger dans l'histoire des peuples amérindiens (en nous limitant dans cet article à ceux d'Amérique du Nord), en essayant de faire le lien possible entre leurs luttes et celles des révolutionnaires

du monde entier. Car les Amérindiens qui militent pour la cause de leurs peuples sont révolutionnaires. John Trudell le proclame sans cesse.

Il s'agit de comprendre autant que faire se peut ces sociétés victimes d'un véritable génocide depuis le XVIe siècle, comprendre en quoi elles dérangent et ont tant dérangé les colonisateurs de tous poils, les impérialistes et le système capitaliste dans son ensemble. Comprendre pourquoi et comment ces peuples, leurs militants ont tant à nous apprendre sur les moyens de lutter, mais plus globalement sur la manière de vivre, de mener une société. Comprendre, aussi, en quoi ces mouvements se trompent complètement lorsqu'ils parlent de marxisme. Est-ce qu'il y a incompatibilité entre les luttes de la classe ouvrière européenne, internationale, et celles des indiens ? Comment les faire converger ?

### Un choc de cultures

Des centaines d'ouvrages, articles, études, traitent, analysent, depuis le XIXe siècle, les cultures indiennes d'Amérique du Nord et du Sud. Tous ces textes datent, pour la plus grande majorité, d'après la soumission, le génocide des peuples américains natifs par les colons (européens, puis états-uniens). Un très gros pourcentage de ces textes sont américains. Ethnographiques, ethnologiques, sociologiques, etc., ces travaux font « revivre » les cultures, les sociétés indiennes, le plus précisément possible. Ils émanent de chercheurs blancs pour la plupart. Travail de mémoire, dirait-on aujourd'hui.

Cette masse d'information écrite après le génocide (même si le génocide continue de se perpétrer, comme on le verra plus tard) est sans doute très utile au

1. Voir <http://tinyurl.com/autochtones-canada>; <http://tinyurl.com/boom-minier>; <http://www.plannord.gouv.qc.ca>



Russell Means



John Trudell

jourd’hui. Pourtant, elle se base sur des écrits antérieurs, qui n’ont malheureusement pas servi à empêcher le génocide. Ces études des XVIIe et XVIIIe siècles montrent pourtant très bien que les peuples indiens étaient très avancés socialement, politiquement, culturellement, qu’ils vivaient selon des modèles dont on aurait pu s’inspirer. Même Thomas Jefferson l’a admis... Cela n’a pas empêché le génocide.

En révélant les différents caractères des sociétés indiennes, ces études ont montré à quel point il y avait incompatibilité entre les deux modèles de société (indienne et européenne). Les Européens, colons, chrétiens, ne pouvaient pas comprendre les Indiens. Ils ont donc tout fait pour les assimiler, les façonnier à leur image, selon leurs modèles économiques, religieux et sociaux. Les missionnaires, même s’ils ont été intéressés, voire plus, par les Indiens, n’ont fait que conforter l’idée selon laquelle les modèles indiens n’étaient pas ceux que tout bon chrétien, tout bon citoyen civilisé devait suivre.

Au cours des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, les Européens ne comprenaient pas les Indiens, cherchaient à les assimiler, mais ils négociaient beaucoup avec eux. Il y avait la volonté de les intégrer (pas de manière forcée comme cela s’est produit plus tard au XXe siècle), les « acculturer ». Il n’y avait pas de volonté, semble-t-il, de les ex-

terminer. Les différents protagonistes européens ont même tout fait pour utiliser les Indiens. De plus, la colonisation n’était pas globale, elle ne s’étendait pas à tout le continent Nord-américain.

Déjà, cependant, le modèle européen a commencé à détruire, à supplanter les sociétés indiennes, avec l’introduction du commerce, les valeurs familiales, sociales, chrétiennes. Le commerce modifia profondément les sociétés indiennes, notamment dans le Nord de l’Amérique. Les colons, selon leurs valeurs, ne voulant pas négocier avec les femmes, influèrent sur la structure même des systèmes sociaux indiens. En effet, les sociétés indiennes étaient matrilinéaires (transmission par lignage féminin), incomparablement plus égalitaires que dans la société occidentale, les femmes désignant et révoquant les chefs hommes et jouant en outre un rôle fondamental dans les échanges commerciaux...

Les bouleversements furent donc très importants. De plus, les Anglais et Français, dans leur rivalité entre eux, réussirent à utiliser les Indiens de tel ou tel peuple, chacun pour sa cause (Huron avec les Anglais, Iroquois avec les Français...). Alors que les Indiens pré-colombiens (avant la colonisation) n’avaient pas de velléités impérialistes, en choisissant tel ou tel camp des occupants, ils ont commencé à changer radicalement leur mode de vie comme leur manière

de faire la guerre. La guerre impérialiste, même si ce n’était pas la leur, devint un moteur dont ils n’avaient pas besoin jusque là. Bien sûr, il ne faut pas oublier que les Indiens, même s’ils ont été dans l’un ou l’autre camp des colons, se battaient toujours pour préserver leurs terres. Ils pensaient même utiliser tel ou tel camp européen pour pouvoir obtenir des traités avec lui.

Tout a radicalement changé avec l’indépendance des USA, la révolution industrielle, la conquête de l’Ouest. A partir de cette période, du début du XIXe siècle, le modèle indien, pré-communiste ou communiste « premier » selon certains, en tout cas largement égalitaire, sans classe, devenait un obstacle au capitalisme, au libéralisme. Un modèle à ne pas suivre. Il ne s’agissait plus pour les colons, pour le gouvernement, d’intégrer les natifs, les autochtones, mais de les soumettre et/ou les détruire, de les chasser de leurs terres pour que la bourgeoisie puisse les récupérer et tirer profit des ressources qu’elles contenaient. Il s’agissait d’ôter définitivement le frein au développement du capitalisme, de l’industrialisation des Etats-Unis.

À partir de ce moment, les Indiens ont résisté plus encore qu’au paravant. Il n’y avait pas d’alliance possible avec l’unique envahisseur. Il y avait bien des négociations, des traités, toujours trahis par l’occupant, mais l’oppression n’a jamais cessé. Les Indiens

avaient conscience que c'était une guerre de culture. Ils voulaient défendre leurs cultures, mais surtout et avant tout leur Terre. Non pas pour préserver ses ressources minières ou autres, mais parce que la Terre *est* le socle de leur culture. Choc frontal, inévitable entre la culture indienne et celle du capitalisme. D'un côté le non-profit, l'harmonie avec la nature, de l'autre la recherche du profit à tout prix, l'exploitation de la Terre à tout prix. Ont voit bien que ce sont deux systèmes sociaux et donc deux visions du monde qui se sont affrontées et s'affrontent encore aujourd'hui.

### **L'anti-européanisme et l'anti-marxisme des indigénistes**

La notion de « communisme primitif » a été inventée par l'anthropologue états-unien Morgan, puis développée par Engels lui-même et reprise par les auteurs marxistes (comme l'anthropologue Eleanor Burke). Mais les Indiens eux-mêmes ne veulent pas de cette dénomination. Les militants d'aujourd'hui comme Russell Means, considèrent que cela sous-entend qu'ils doivent se développer pour aller vers un communisme évolué. Or ce modèle, selon Means, n'est qu'un avatar de la pensée européenne, celle des colons, des oppresseurs, comme l'est le capitalisme. Et les nations indiennes ne veulent pas de ces modèles qui ne comprennent pas l'importance de la Terre. Selon Means, le communisme européen est basé sur le productivisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, celle des richesses que fournit la terre, comme le capitalisme, alors que les Indiens ne veulent pas exploiter la terre, ils veulent vivre avec. Ils ont toujours prôné et développé une économie de subsistance, rien d'autre : pas de profit, pas de gaspillage.

Mais on comprend vite que

Means et le courant de pensée qu'il représente fait de l'anti-marxisme en mélangeant tout et surtout en associant marxisme et stalinisme systématiquement. Son anti-européanisme le pousse à faire de l'anti-marxisme, puisque, selon lui, le marxisme est européen. Il fait de l'indigénisme. Ni capitalisme, ni marxisme, ni tout autre forme politique issue de la culture européenne.

De plus, en tant qu'indigéniste, Means prétend que Marx ignore le rôle de la nature, que seuls les Indiens ont cette conscience. En réalité, la nature est un élément central dans la théorie matérialiste de Marx, avec des intuitions écologistes avant la lettre qu'il s'agit de développer aujourd'hui<sup>1</sup>.

Le débat est animé et les marxistes américains s'intéressent de près à la question indienne. Les Indiens cherchent à faire valoir leur propre philosophie, ce qui est tout à fait légitime. Mais il est juste que les marxistes fassent entendre leur propre point de vue politique sur la question des Indiens — ne serait-ce que pour lever les malentendus qui subsistent chez les indiens, entretenus par des militants honnêtes et acharnés, déçus, meurtris par des siècles et des siècles de colonisation européenne.

Il est clair qu'avec une approche purement européenne ou étasunienne, nous ne pouvons comprendre les Indiens. Pourtant, il n'y a pas incompatibilité entre le combat actuel des Indiens et le nôtre, marxistes révolutionnaires. Tout d'abord parce que les Indiens qui luttent pour leur existence et leur culture sont révolutionnaires. Ils veulent changer radicalement de système, se débarrasser du système qui aujourd'hui les prive de leur Terre. Ensuite parce que nous avons beaucoup à apprendre des Indiens, des militants indiens, et qu'eux aussi ont à apprendre de nous dans la mesure où, contrairement à ce qu'ils

pensent, nous sommes pour l'abolition de l'État et du salariat, pour un juste équilibre de l'utilisation des ressources. Mais les choses se compliquent quand on parle de prolétariat, de travailleurs, de production. Les Indiens ne se reconnaissent pas dans ces définitions. Beaucoup sont cependant des prolétaires, exploités dans les centres urbains au même titre que les travailleurs blancs et noirs.

Mais nous avons beaucoup plus de chemin à faire pour rejoindre les indiens dans leurs revendications qu'eux, dans l'autre sens. Ils savent de quoi les sociétés européennes, impérialistes, sont capables. Ils en sont victimes depuis des siècles. Nous, nous n'avons encore rien appris d'eux.

Soyons clairs, le grand soir socialiste n'est pas pour demain, le grand soir indien non plus. Mais nous pouvons essayer de comprendre au moins pourquoi nous devons faire converger nos luttes avec celles des mouvements indiens, pourquoi nous devons soutenir sans hésitation leurs revendications. Et ne pas nous contenter de défendre le marxisme de façon purement théorique, mais chercher à l'appliquer concrètement, dans les combats que nous pourrions mener aux côtés des Indiens.

### **Du génocide à l'ethnocide**

L'origine des Indiens est établie archéologiquement vers 25 000 avant J.-C., date de l'arrivée des premiers Paléo-indiens venus d'Asie par le Détroit de Behring.

Migrations, changements climatiques, évolutions du paysage ont façonné les peuples indiens jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle. L'agriculture se développa même si le nomadisme a toujours dominé, notamment dans les plaines de l'Ouest. Mais des villes, des villages ont structuré depuis longtemps certains peuples, notamment au Canada, mais également dans diverses régions.

1. Sur ces questions, voir les textes de l'indigéniste Ward Churchill, notamment *Marxism and Native Americans*, South End Press, 1984, et l'essai critique marxiste de l'indigénisme de Comrade Nomes, « Ward Churchill & Marxism : Anti-Critique » (Part 1), <http://nomes.malcolm-x.org/?p=743>



Le chef Sioux Sitting Bull



L'occupation de Wounded Knee en 1973

Au moment de la colonisation par les Européens, on peut estimer que les peuples indiens vivaient depuis longtemps de la même façon et avaient acquis leurs religions, leurs modes sociétaux depuis plusieurs siècles, voire des millénaires.

Le nombre d'Indiens au XVIe siècle est estimé entre 7 et 10 millions, jusqu'à 15 pour certains. La fourchette est large parce que les avis divergent fortement entre les spécialistes, selon les méthodes de comptabilisation utilisées. Aujourd'hui (là encore, le chiffre doit être pris avec précaution), le nombre d'Indiens, descendants d'Indiens, est compris entre 2 et 3 millions, dont 200 à 400 000 pour le Canada, auxquels s'ajoutent les Inuits.

Il est maintenant communément admis que les maladies apportées par les colons (typhus, choléra, variole, etc.) ont ravagé près de 50% de la population autochtone alors qu'auparavant les peuples indiens ne connaissaient presque aucune maladie avant l'arrivée des Européens). Mais un tribut gigantesque de morts est dû aux guerres, massacres militaires, épurations, déportations menés par les envahisseurs. C'est pourquoi on est fondé à parler de véritable génocide.

Les chiffres les plus bas se situent à la fin du XIXe siècle. La chute a continué encore pen-

dant le XXe siècle avec la politique d'assimilation forcée menée par le gouvernement. Depuis les années 1980, la population indienne augmente en raison du travail de fond mené par les associations, groupes de défenses des droits et des cultures indiennes, qui incitent les Indiens et leurs descendants à se faire recenser. C'est vrai pour les Indiens du Canada par exemple, qui doivent se battre pour se faire recenser, contre des lois totalement racistes et injustes.

Au Canada, depuis 1851, l'Indian Act définit qu'une Indienne qui se marie avec un blanc cesse d'être indienne et qu'une personne née d'un mariage contracté après le 4 septembre 1851 et dont la mère et la grand-mère paternelles ne sont pas indiennes, n'a plus le droit d'être recensée comme indienne dès qu'elle a atteint l'âge de 21 ans. Résultat : 300 000 inscrits officiels, 750 000 « non-inscrits » revendiquent leur inscription. Cette loi raciste, discriminatoire et sexiste est donc ethnociitaire.

Aux États-Unis, le BIA (Bureau des Affaires Indiennes) utilise la méthode de classification dite par « détermination des quantités de sang », fondée sur « la couleur du sang » et le « mélange des sanguins » lors du métissage, appuyée par une législation

qui dit qu'un individu est classé « Noir » s'il a une seule goutte de sang noir, alors qu'un individu n'est pas classé « indien » s'il a ne serait-ce qu'une goutte de sang blanc !

Après le génocide, militaire, qui a bien failli faire disparaître totalement les Indiens, puis une politique de déracinement, visant à envoyer les Indiens par milliers dans des réserves, véritables camps à ciel ouvert, l'ethnocide continue aujourd'hui.

### Les combats actuels

Il n'est pas question ici de décortiquer la résistance indienne, leurs guerres contre les colons du XVIe au XIXe siècle — même si l'on pourrait apprendre beaucoup de l'étude des techniques de guerres indiennes de ces périodes (des grandes figures indiennes, meneurs de leurs peuples à la bataille contre l'envahisseur, ont laissé des traces indélébiles : Cochise, Sitting Bull, Géronimo, pour les plus connus et tardifs).

On peut parler d'un sursaut, d'une prise de conscience (et prise de confiance) des indiens depuis la 2e moitié du XXe siècle, grâce aux militants des droits indiens, relayés par les arts (cinéma, littérature etc.). Nombreux sont les Indiens qui sont sortis de la torpeur

dans laquelle les politiques gouvernementales d'assimilation forcée les avaient enfermés.

Cette assimilation forcée a souvent provoqué l'effet inverse de celui escompté. Il a renforcé l'identité indienne chez de nombreux jeunes et ainsi produit des résistants. L'obligation d'abandonner la langue originelle a incité les jeunes à se cacher pour la pratiquer encore, tout comme pour les rituels « païens ». Avec les années 60 et les mouvements « Revival » de tous horizons, ces enfants résistants, devenus adultes, ont commencé à se battre pour redonner vie à leur culture.

De plus, les différents mouvements politiques et sociaux (contre la guerre du Vietnam, féministes, Black Panthers, etc.) ont eu une influence directe indéniable sur les Indiens militants. De là, ils ont incité les moins conscients à se poser des questions, à s'organiser et mener des luttes, parfois armées, le plus souvent par les voies pacifiques, légales, contre le gouvernement.

Deux courants se sont alors créés :

– Les ONG, sur le modèle de la défense des droits civiques, qui se sont tournées naturellement vers l'ONU, l'UNESCO, sans s'opposer frontalement au gouvernement, sans chercher à remettre en cause fondamentalement le système capitaliste, mais en cherchant la reconnaissance par les institutions (certaines de ces ONG étaient ou sont encore financées par les gouvernements, notamment canadien).

– Les organisations radicales comme l'AIM, qui souhaitaient se débarrasser du système, sortir du mode de vie imposé par le système pour retrouver celui des natifs originels. Elles ont mené des actions spectaculaires, notamment des occupations, pour attirer l'attention de l'opinion états-unienne

et mondiale. La plus connue est l'occupation de Wounded Knee par 300 Indiens en 1973 : plus de quatre-vingt ans après le massacre qui eut lieu au même endroit, l'armée US tuant 300 Indiens), le FBI envoyé 2000 hommes et des blindés pour briser cette occupation par un siège de 71 jours, avec deux Indiens tués.

Les deux courants toutefois cherchent à ce que les traités (plus de 370 jamais respectés par les gouvernements !) soient appliqués, que leurs terres soient restituées aux Indiens, etc.

Les trotskystes du SWP historique, dans les années 60-70, ont soutenu inconditionnellement le combat des Indiens. Ils sont même allés plus loin en prônant la convergence des luttes. En effet, la classe ouvrière américaine n'est pas responsable du génocide indien. Les revendications des Indiens rejoignent celles de la classe ouvrière : logement, culture, éducation, santé, etc., et une partie importante sont eux-mêmes prolétaires, intégrés à la lutte des classes. Enfin, le droit des Indiens à leurs terres, à la défense de leur identité culturelle et à l'autogestion de leurs propres affaires est totalement légitime. Tout cela ne peut aboutir qu'en combattant pour renverser le capitalisme et l'État à son service.

### **Quelques références bibliographiques et documentaires**

#### *Ouvrages*

- Carlson Paul H., *Les Indiens des plaines*, Albin Michel, 2004.
- Engels Friedrich, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*.
- Novack Georges, *Genocide against the Indians*, 1970.
- Roskonski Joëlle, *Le Renouveau indien aux États Unis*, L'Harmattan, 1986.

– Stands In Timmer John, *De mémoire Chéyenne. Vie et histoire de mon peuple*, Albin Michel, 2006.

– UNESCO : *Destins croisés : cinq siècles de rencontres avec les Amérindiens*, Albin Michel.

– Zimmerman Larry J. : *Les Amérindiens*, Albin Michel, 1996.

– Ouvrages anciens sur les Indiens accessibles en ligne : <http://archive.org>

#### *Films, vidéos et sites Internet*

– Documentaire sur l'occupation de Wounded Knee : <http://mai68.org/spip/spip.php?article1307>

– Film *Thunder Heart (Coeur de Tonnerre)* de Michael Apted, dans lequel d'ailleurs John Trudell tient un rôle.

– Film sur John Trudell, *Trudell*, primé dans divers festivals comme ceux de Sundance ou Seattle.

– Sites sur Léonard Peltier : <http://www.freepeltier.org> et <http://www.whoisleonardpeltier.info/>

– Site sur Russell Means : <http://www.russellmeans.com>

– Site de la « République Lakota » : <http://www.republicoflakotah.com>

– Sur le mouvement très récent *Idle No More* du Canada : <http://tinyurl.com/autochtones-canada>

– Sur l'AIM : <http://www.aimovement.org> et [http://en.wikipedia.org/wiki/American\\_Indian\\_Movement#2000s](http://en.wikipedia.org/wiki/American_Indian_Movement#2000s)

– Sur l'AIM du Colorado : <http://www.coloradoaim.org>

– Sur la LISN (League of Indigenous Sovereign Nations), <http://www.culturalsurvival.org>

**Wilbur Schäffer**

## AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

### Éditorial

- Licenciements, ANI, Éducation... Construisons un mouvement d'ensemble contre le patronat et son gouvernement PS ! (p. 2)

### France

- Peillon et l'enseignement catholique : une posture de gauche pour une politique de droite (p. 4)
- Arrêtons le massacre de l'université ! (p. 5)

### Syndicalisme

- Congrès de la FSU : Contre le soutien (à peine) critique de la direction de la FSU aux réformes du gouvernement, construire un grand courant oppositionnel pour que le syndicat soit un outil réellement utile aux luttes (p. 7)

### Luttes de classes en France

- Reportage sur le rassemblement de soutien aux travailleurs de PSA Aulnay le 5 février 2013 (p. 14)
- Après le rassemblement devant le siège de Goodyear (12 février), comment progresser encore vers le « Tous ensemble » ? (p. 15)
- Rassemblement des Goodyear Amiens-Nord le 7 mars : au-delà de la bataille judiciaire, impulser un regroupement général contre les licenciements (p. 16)

### Économie

- Remise en cause de quelques idées reçues sur l'évolution des salaires et des profits depuis 1949 (p. 17)

### Bilan du Congrès 2013 du NPA

- Construire le parti, donc une grande tendance révolutionnaire (p. 23)
- Déclaration de la plateforme Z en clôture du Congrès (p. 24)
- Intervention de M. (déléguée Z, TC, NPA Gard) (p. 25)
- Intervention de C. (délégué Z, TC, NPA Meuse) (p. 25)
- Introduction au débat sur l'orientation (pour la plateforme Z) (p. 26)

### Pour l'orientation du NPA

- SNJ des 2-3 mars : prêt-e-s pour la lutte, mais la politique reste taboue (p. 28)

### Documents

- Bulletin du comité NPA Jeunes Travailleurs (p. 29)
- Bulletin du comité NPA Parix XIe (p. 31)
- Bulletin du comité NPA Paris XIVe (p. 33)

### Internationalisme

- À bas l'intervention française au Mali ! Tous ensemble pour obtenir le retrait des troupes ! (p. 35)
- Tunisie : en haut la comédie du régime, en bas la mobilisation permanente (p. 36)
- Défense du Venezuela contre l'impérialisme ! Pour une alternative réellement socialiste au nationalisme bourgeois « bolivarien » ! (p. 37)
- Les Amérindiens et leurs luttes (p. 39)

### Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N° ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : [tendanceclaire.npa@free.fr](mailto:tendanceclaire.npa@free.fr)
- Téléphone : 06 64 91 49 63

